

*Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie*

Sou2000-1264

*142, rue du Chevaleret
75013 PARIS
Tél. 01 40 77 85 04
Fax 01 40 77 85 09*

**CREDOC – DIRECTION
IMPORTANT**

Ce rapport est actuellement soumis à embargo ou à diffusion restreinte par le commanditaire de l'étude dont il traite. Il vous est adressé au titre de vos responsabilités à l'égard du centre.

**NOUS VOUS DEMANDONS DE NE PAS LE
DIFFUSER**

elle
urs au
irations.

CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

**Crédoc - Note confidentielle
réservée aux souscripteurs au
système d'enquêtes Aspirations.**

R8 0426



0000101545/ ex 01

CRÉDOC Bibliothèque

Alexandrie™

X



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 2000 : Les anticipations économiques des
Français n'ont jamais été aussi favorables,
même si l'horizon se brouille
de sourdes inquiétudes...**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2000

20 MARS 2000

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 2000 : Les anticipations économiques des
Français n'ont jamais été aussi favorables,
même si l'horizon se brouille
de sourdes inquiétudes...**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2000

20 MARS 2000

142, rue du Chevaleret
7 5 0 1 3 - P A R I S

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Le département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur Général Adjoint du CREDOC)
- . Régis Bigot, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Catherine Duflos, Laurent Ortalda.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer

Directeur Général : Robert Rochefort

SOMMAIRE

Pages

Introduction : six évolutions principales, une contradiction apparente.....	1
1. Un optimisme record vis-à-vis des conditions de vie à venir	3
2. Les pronostics concernant l'évolution du chômage connaissent une amélioration sans précédent.....	14
3. Le nombre de partisans de réformes radicales de la société continue à reculer	22
4. L'attrance envers l'innovation technologique poursuit sa progression	26
5. Jamais, depuis 1982, les inquiétudes n'avaient atteint un niveau aussi élevé	31
6. Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales touchent maintenant presque la moitié de la population	39
En guise de conclusion	47
Annexe : Une visualisation de l'Etat de l'Opinion au début 2000	49



20 Mars 2000

G. Hatchuel

Début 2000 : Les anticipations économiques des Français n'ont jamais été aussi favorables, même si l'horizon se brouille de sourdes inquiétudes...

Réalisée chaque année depuis 1978, l'enquête « *Conditions de Vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, les principaux mouvements de fond traversant la société française. Instrument multithématique, mêlant indicateurs subjectifs et objectifs, elle donne également un coup de projecteur aigu sur les tendances conjoncturelles qui affectent, chaque année, le corps social. Les premiers résultats de la 22^{ème} vague (Décembre 1999 – Janvier 2000) apportent, à cet égard, de précieuses indications sur l'état d'esprit de la population en ce début de millénaire.

Analysées par comparaison avec les résultats de Janvier 1999, **six évolutions fortes apparaissent**. Elles traduisent un double mouvement, deux inflexions apparemment contradictoires : d'un côté, jamais, depuis 1978, la confiance dans les conditions de vie à venir, et le regard porté par nos concitoyens sur leur niveau de vie actuel, n'avaient été aussi favorables. Les niveaux atteints sont même spectaculaires : ce ne sont plus seulement, comme l'an dernier, six à huit années de lourde morosité collective qui sont effacées, mais quasiment deux décennies d'interrogations dubitatives sur l'avenir. Mais, d'un autre côté, comme s'ils voulaient afficher leur scepticisme face à la poursuite, la durabilité d'une telle embellie -ou comme s'ils voulaient simplement se faire peur, en quelque sorte « se dégriser »-, les Français semblent retrouver quelques-uns de leurs vieux démons : les inquiétudes sont au plus haut. En même temps, les interrogations sur l'Etat-Providence s'accroissent ...

1. Jamais, depuis 22 ans, l'optimisme sur les conditions de vie, présentes ou futures, n'avait été aussi élevé dans la société.
2. Le nombre de Français qui croient en une stabilisation, ou en une décline prochaine du chômage, est à son plus haut niveau historique depuis 1985.
3. Les revendications réformatrices des Français connaissent une certaine accalmie.
4. Signe de cette confiance accrue, l'attraction envers les produits technologiquement innovants continue de progresser.
5. Les inquiétudes des Français retrouvent cependant des niveaux records, dépassant le pic précédent de 1995.
6. Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales atteignent un nouveau seuil ; elles touchent maintenant presque la moitié du corps social.

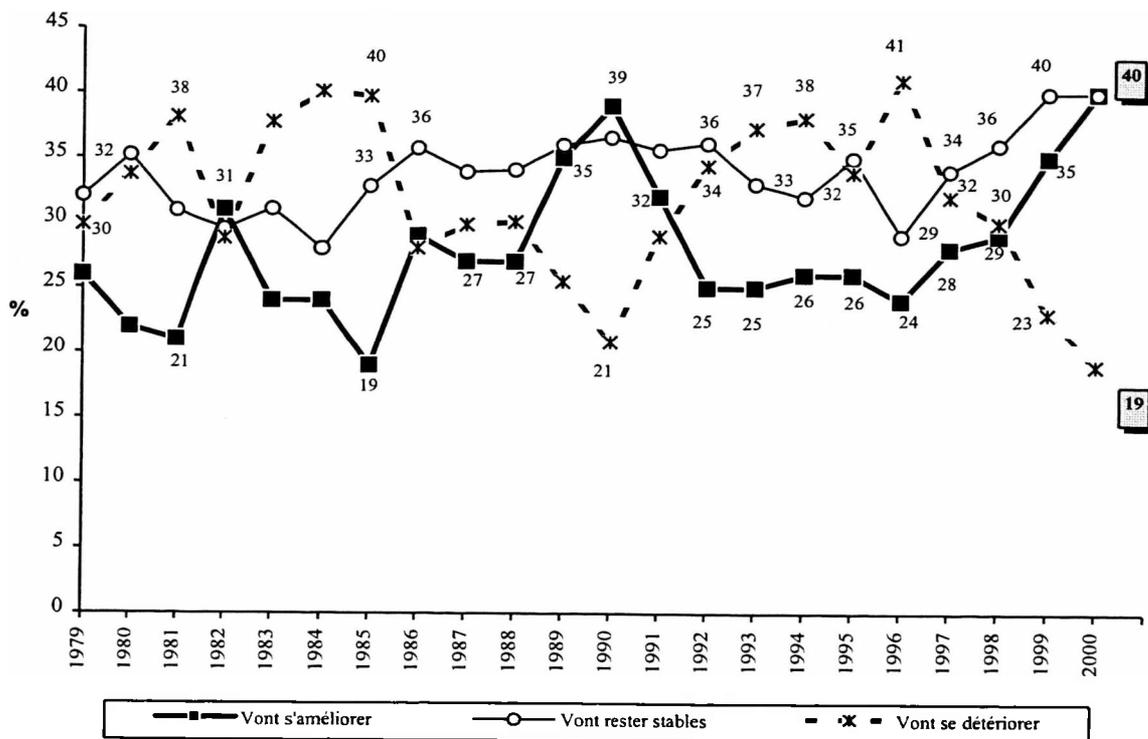
1. Un optimisme record vis-à-vis des conditions de vie à venir

Premier signe, spectaculaire, de la poursuite de l'amélioration du moral personnel des Français : 40 % estiment aujourd'hui que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années (+ 5 points en un an). Ce pourcentage n'avait jamais été aussi élevé depuis la création de notre système d'enquêtes (Graphique 1) ; il dépasse les pics précédents de 1990 (39 %), voire de 1982 (31 %).

En deux ans, les pronostics sur l'évolution future des conditions de vie se sont donc améliorés de 11 points. Parallèlement, seulement 19 % de la population pronostiquent maintenant une détérioration prochaine de leur situation personnelle, contre 23 % l'an dernier et 30 % au début 1998. On est loin de la situation d'il y a deux ans où anticipations positives et négatives s'équilibraient.

Graphique 1

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

Cette amélioration de l'optimisme individuel a, cette année encore, quasiment touché tous les groupes sociaux. Elle a été un peu plus accentuée chez les moins de 24 ans (+ 12 points cette année, contre + 5 en moyenne), chez les 50-64 ans, chez les cadres et les femmes au foyer (+ 10 points annuels environ). A l'opposé, deux groupes ont connu, cette année, une évolution de sens inverse (détérioration de leur optimisme) : cela concerne les travailleurs indépendants (- 9 points en un an, contre + 5 en moyenne) et les bas revenus (- 3 points chez les titulaires de moins de 6 000 Francs par mois).

A vrai dire, analysé sur les deux dernières années, le regain de l'optimisme a globalement affecté toutes les catégories sociales, y compris les bas revenus, même si cette amélioration a été plus forte en haut de l'échelle des ressources qu'au plus bas (+ 15 points au plus haut, contre + 5 au plus bas).

Il reste que trois catégories se signalent aujourd'hui par un retard certain dans leur optimisme face à l'avenir : seulement 7 % des plus de 65 ans estiment, en ce début 2000, que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années (contre 40 % de la population en moyenne) ; c'est aussi le cas de « seulement » 25 % des 50-64 ans et de 31 % des travailleurs indépendants.

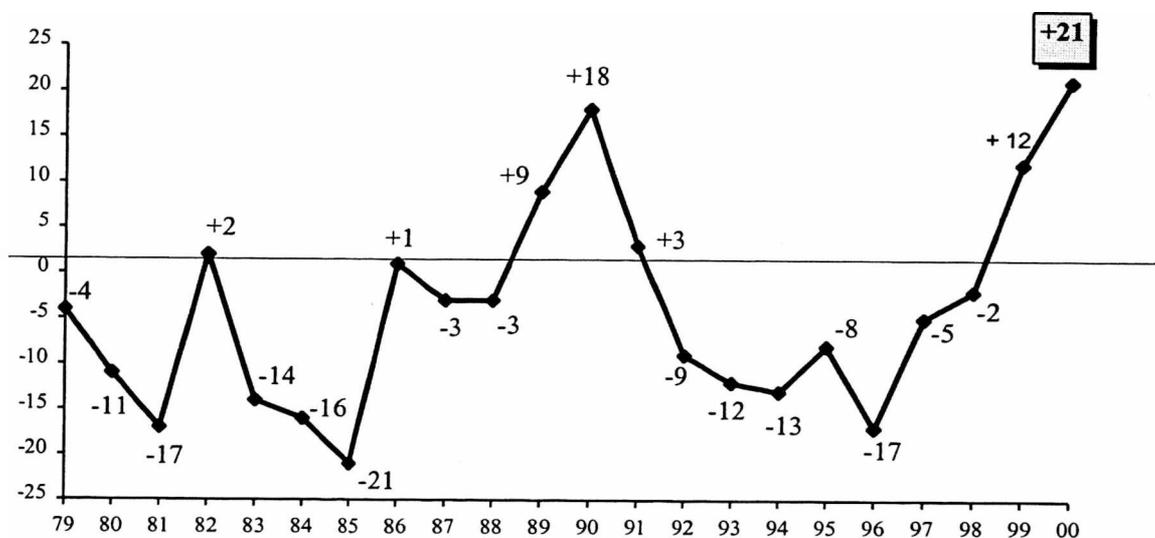
Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que l'optimisme a également touché -fortement- les chômeurs : 60 % estiment que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les 5 ans (+ 15 points en deux ans).

Le solde des opinions sur l'avenir personnel constitue un indicateur, d'optimisme ou de pessimisme, très révélateur de l'état d'esprit de l'opinion¹. Cette année, pour la deuxième fois consécutive, **cet indicateur est largement positif (il est de + 21)**, alors même que cet indice ne l'a que rarement été depuis la création du système d'enquêtes, c'est-à-dire au début 1979. Mais surtout le score atteint au début 2000 est **le plus élevé de tous ceux enregistrés depuis 22 ans** (Graphique 2). Cette amélioration confirme donc, en l'amplifiant, la rupture constatée l'an dernier, rejetant aux oubliettes le climat de morosité frileuse qui prévalait dans l'opinion pendant toutes les années 1992-1998.

¹ Il s'agit du solde, au niveau global ou catégoriel, entre les deux opinions [*« mes conditions de vie à venir vont s'améliorer »*] - [*« mes conditions de vie vont se détériorer »*].

Graphique 2

L'indicateur d'optimisme ou de pessimisme vis-à-vis des conditions de vie à venir n'avait jamais atteint un tel niveau

(Solde des anticipations positives et négatives vis-à-vis de l'avenir)⁽¹⁾

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

⁽¹⁾ Voir note page précédente

Au total, en deux ans, l'indicateur d'optimisme vis-à-vis de l'avenir s'est accru de 23 points (il est passé de - 2 à + 21). Cette évolution particulièrement spectaculaire a surtout affecté **les classes « moyennes-hautes »** (cadres, titulaires du baccalauréat, revenus de 10 000 à 15 000 Francs par mois) et **les jeunes** (moins de 35 ans), notamment les jeunes Franciliens (Tableau 1). Mais elle a aussi touché plus nettement les chômeurs (+ 28 points) et les habitants de petites communes rurales (+ 29 points).

De façon plus générale, cette évolution s'est traduite par une amélioration des espoirs individuels aussi bien chez les bas revenus (l'indicateur s'est accru chez eux de 16 points) que chez les gens aisés (+ 24 points), chez les non-diplômés (+ 18 points) comme chez les diplômés du supérieur (+ 22 points).

Tableau 1

Catégories où l'indicateur d'optimisme vis-à-vis des conditions de vie futures a crû le plus vite
- Evolution début 1998/début 2000 -

	(en %)
Catégories « moyennes-hautes »	
• Cadre (supérieur ou moyen)	+ 37
• Dispose, dans son foyer, de revenus mensuels compris entre 10 000 et 15 000 Francs par mois	+ 34
• Titulaire du baccalauréat (sans diplôme du supérieur)	+ 33
Jeunes	
• Francilien de moins de 40 ans	+ 37
• Moins de 25 ans	+ 32
• A de 25 à 34 ans	+ 30
Autres catégories	
• Réside dans une commune de moins de 2000 habitants.....	+ 29
• Chômeur	+ 28
Ensemble de la population	+ 23

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : L'indicateur d'optimisme (voir graphique 2) a crû en moyenne de 23 points entre 1998 et 2000. Chez les cadres, il s'est accru de + 37 points dans la même période.

A vrai dire, l'indicateur d'optimisme sur les conditions de vie à venir est maintenant positif dans tous les groupes, **sauf chez les plus de 50 ans**. Chez les 50-64 ans, cet indice est quasiment à l'équilibre (- 1). Mais surtout il est franchement négatif chez les personnes de 65 ans et plus (- 21) : il n'a connu chez eux, ces dernières années, qu'une amélioration légère, largement inférieure à la moyenne. C'est donc aujourd'hui chez les gens âgés -et les retraités- que les espoirs individuels d'amélioration sont le plus en retrait.

En tout état de cause, le regain d'optimisme envers le futur va de pair avec la confiance que certains commencent enfin à retrouver en ce qui concerne **l'évolution de leur niveau de vie**. Et ce mouvement s'observe aussi bien pour ce qui a trait aux situations **personnelles** qu'à celles de **l'ensemble des Français** :

- D'abord, les jugements portés par les enquêtés sur leurs **propres revenus** continuent à s'améliorer. Ainsi, pour la première fois depuis le début 1990, le nombre de Français qui estiment que leur niveau de vie s'est bonifié ces 10 dernières années (« il va mieux ») dépasse celui des individus qui croient à une détérioration de leur situation : 35 % de la population considèrent que leur niveau

de vie « va mieux » (+ 6 points en un an), 30 % qu'il « va moins bien » (Tableau 2).

Certes, ce solde positif (+ 5) ne retrouve pas le niveau des années 1979-1982, mais il dépasse celui de 1990, confirmant l'amélioration sensible qui était déjà intervenue l'an dernier. Cette inflexion est d'autant plus marquante que, rappelons-le, le jugement porté sur le niveau de vie passé est, en fait, un bon révélateur de l'opinion avancée sur le présent : 70 % des Français croient donc maintenant en une stabilisation ou une amélioration de leur propre niveau de vie.

Cette amélioration des jugements sur l'évolution des revenus personnels a affecté toutes les catégories sociales, et tout particulièrement les employés (+ 10 points de jugements positifs, contre + 6 en moyenne), les femmes actives (+ 10 points), les titulaires de hauts revenus, les moins de 35 ans et plus largement les salariés du secteur privé sous contrat à durée indéterminée (+ 8 à + 12 points).

Tableau 2

En ce qui concerne votre niveau de vie,
diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

(en %)

	Début 1979	Début 1982	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000
Mieux(1)*	46	40	29	35	31	27	28	24	27	26	25	27	29	35
C'est pareil	27	27	29	30	29	30	28	26	29	29	30	32	38	35
Moins bien(2)**	24	32	40	34	39	42	43	49	43	44	45	41	32	30
Ne sait pas	3	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Solde (1) - (2)	+22	+ 8	- 11	+ 1	- 8	- 15	- 15	- 25	- 16	- 18	- 20	- 14	- 3	+ 5

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

* Sommation des items "Beaucoup mieux" et "un peu mieux"

** Sommation des items "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

- Ensuite, l'appréciation portée sur le niveau de vie de l'ensemble des Français, élément fondamental du climat de pessimisme collectif des années 1993-1998, progresse positivement. Certes, 54 % de la population considèrent encore que la situation globale de l'ensemble des Français se dégrade, mais ce taux était de 60 % l'an dernier (- 6 points) et de 76 % il y a deux ans. Depuis le début 1997, les jugements négatifs ont reculé de 27 points (Tableau 3).

Tableau 3

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français,
diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

	(en %)													
	Début 1979	Début 1982	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000
Mieux (1)*	47	39	22	27	21	13	11	8	9	9	6	8	16	21
C'est pareil	17	17	15	20	19	17	13	10	10	12	9	11	21	24
Moins bien (2)**	28	38	56	48	57	66	73	79	77	76	81	76	60	54
Ne sait pas	8	6	7	5	4	4	3	3	4	3	4	4	3	1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Solde (1) - (2)	+19	+1	-34	-21	-36	-53	-62	-71	-68	-67	-75	-68	-44	-33

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

* Sommation des items "Beaucoup mieux" et "un peu mieux".

** Sommation des items "Beaucoup moins bien" et "un peu moins bien"

L'idée que la situation des « autres » commence, timidement, à s'améliorer s'est sensiblement diffusée cette année chez les individus les moins aisés, chez les ouvriers, chez les femmes au foyer et chez les travailleurs indépendants (- 10 points environ, contre - 6 en moyenne). Ceux-ci sont venus rejoindre les catégories plus optimistes déjà l'an dernier sur la situation de l'ensemble de la population (moins de 35 ans, diplômés, cadres, revenus élevés). Encore faut-il noter que quelques-uns de ces groupes restent dubitatifs sur l'amélioration réelle de la situation des « autres » : 57 % des employés, 59 % des femmes au foyer ou des plus de 50 ans considèrent encore que le niveau de vie de l'ensemble des Français va moins bien.

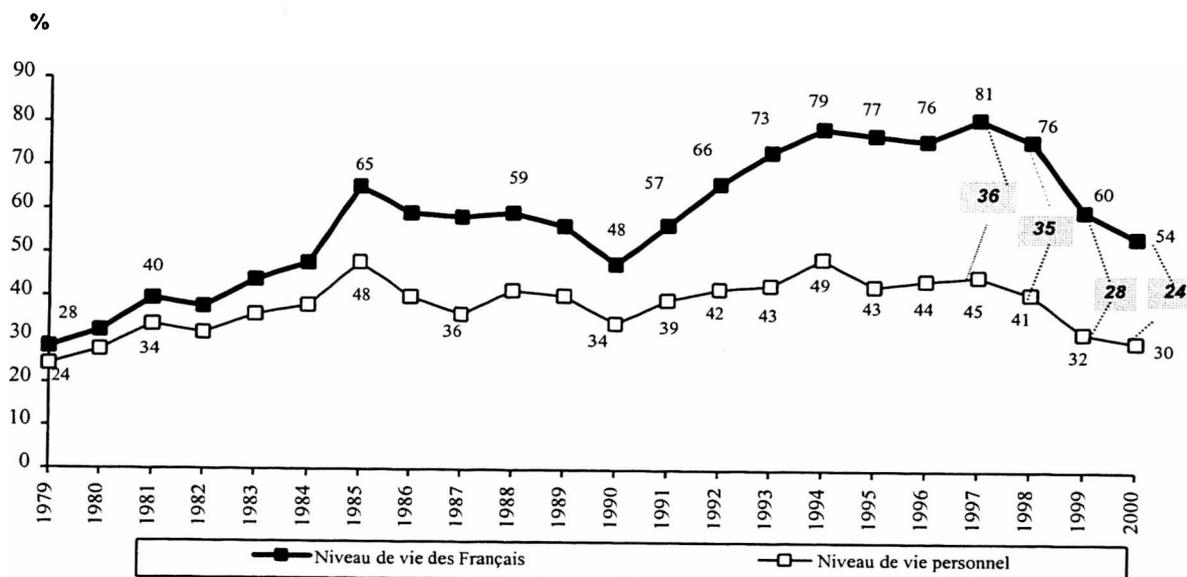
Toujours est-il que le **décalage**, particulièrement marqué depuis 1993, entre jugements sur sa propre situation et opinions sur la situation des « autres » **continue à se réduire** : il est passé à 24 points en Janvier 2000, alors qu'il était de 28 points il y a un an et de 35 au début 1998 (Graphique 3). Or, c'est ce fossé considérable entre perceptions individuelles et perceptions collectives que nous avons pu mettre en avant en 1998 pour expliquer le relatif ralentissement de la consommation². Certes, l'écart reste encore marqué, mais il n'a jamais été aussi faible depuis 1992 : le sentiment de « bien s'en sortir personnellement » redevient ainsi un moteur de la demande, et non le signe d'un malaise grandissant, paralysant, face à la situation considérée alarmante des « autres ».

² Voir la note de conjoncture sociétale du début 1998 : « Janvier 1998 : Le corps social se fragmente, pris entre espoirs individuels et pessimisme collectif », G. Hatchuel, CREDOC, Mars 1998.

Graphique 3

Le décalage « perceptions individuelles - perceptions collectives » continue à se réduire

Opinions sur l'évolution du niveau de vie, collectif ou personnel :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien depuis dix ans



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

Le renouveau constaté dans l'état d'esprit de nos concitoyens porte donc toujours davantage sur un « mieux » ressenti à un niveau **individuel** qu'à un niveau collectif. Les enquêtés estiment cependant, sans conteste, que la situation globale des Français est en voie d'amélioration.

Quant aux situations individuelles, l'**indicateur résumé des opinions des ménages** apporte une information très parlante : le début 1999 a bien constitué **une fracture dans le « mal-être » de la société française**. Redevenu positif au début 1999, cet indicateur résumé des jugements personnels s'est maintenu à un haut niveau en Juin 1999, et est reparti à la hausse au début 2000³. L'analyse sur longue durée proposée par l'enquête « Aspirations » trouve ainsi tout son sens : **l'indicateur atteint cette année le niveau le plus haut de toute la période** (Graphique 4) : il est plus élevé au début 2000 (+ 12,8) qu'il ne l'était dans la période faste de la fin des années 1970 (+ 9,9 en Janvier 1979), ou lors de la reprise économique du premier semestre 1990

³ Le graphique 4 fournit toute la série brute des données recueillies depuis début 1979, y compris enquêtes de printemps inaugurées en 1984.

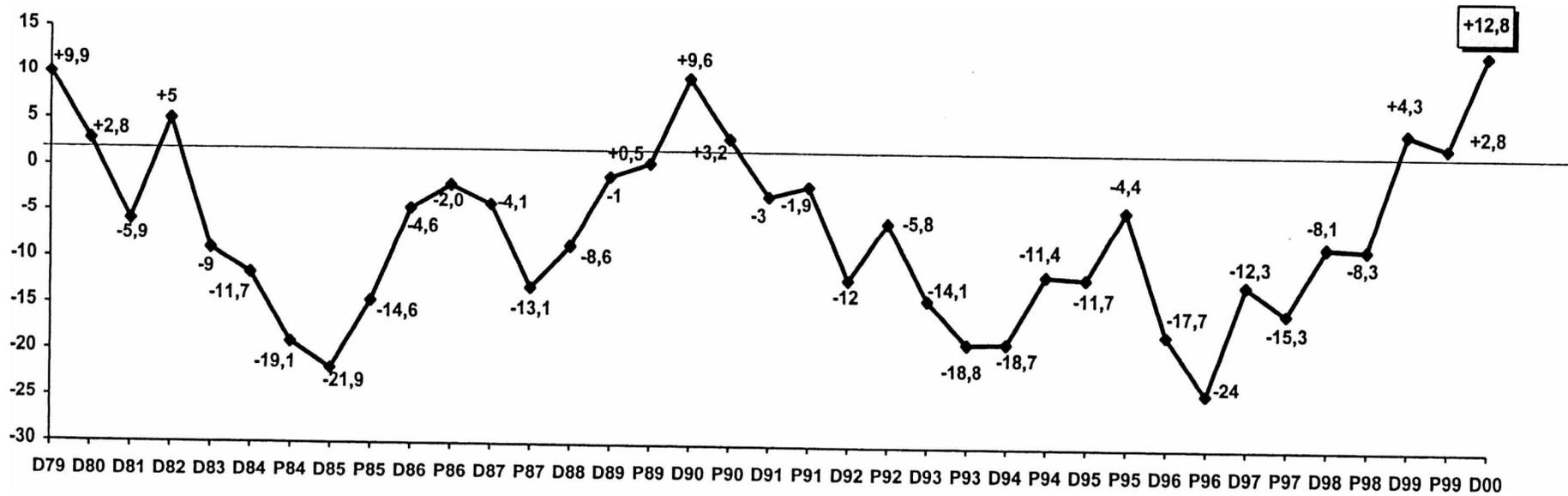
(+ 9,6). Le moral des Français vis-à-vis de leur situation économique atteint donc cette année un niveau que l'on peut qualifier d'exceptionnel.

Un autre élément frappant de l'évolution intervenue est que l'indicateur résumé des opinions des ménages est **maintenant positif dans quasiment tous les groupes sociaux**. Il existe, bien entendu, des différences catégorielles liées surtout à l'âge, aux revenus et au statut social : l'indicateur est évidemment plus élevé dans les catégories aisées et chez les diplômés ; il l'est aussi chez les jeunes. Mais que cet indice, qui était resté globalement négatif de 1991 à 1998, soit maintenant positif dans les groupes à bas revenus (il est de + 3 au début 2000 chez les individus disposant de moins de 6 000 Francs par mois), chez les ouvriers (+ 18) ou chez les femmes au foyer (+ 4), est un des signes les plus patents de l'amélioration sensible qui a affecté le moral de nos concitoyens.

Il reste que l'indicateur est encore négatif chez les individus n'ayant aucun diplôme ou chez les personnes de 50 ans et plus.

Graphique 4

Les opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir : l'indicateur résumé atteint un niveau sans précédent¹



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

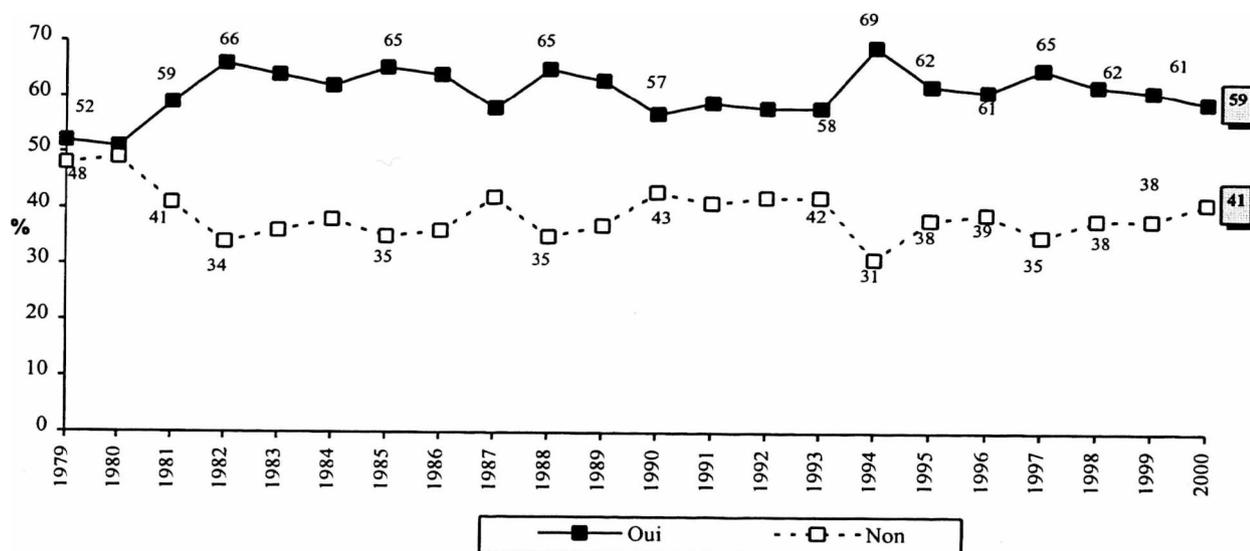
¹ L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée. P = enquête de Printemps (Juin), D = enquête de début d'année.

Quoi qu'il en soit, cette année encore, l'amélioration quasi-générale des jugements des ménages sur leur situation financière personnelle ne s'est pas accompagnée, ni d'une diminution sensible des restrictions ressenties⁴, ni d'un accroissement très significatif des attentes de temps libre.

Depuis deux ans, en effet, quasiment le même nombre de Français déclarent se restreindre régulièrement sur certains postes de leur budget (59 % cette année, contre 61-62 % aux débuts 1998 et 1999, Graphique 5). En particulier dans les couches moyennes ou populaires de la société, malgré ce faible recul, 66 à 70 % des individus déclarent s'imposer des restrictions régulières. Autrement dit, le regain d'optimisme vis-à-vis de l'avenir, qui a sensiblement touché ces groupes cette année, n'a pas freiné leur appétence à la consommation ou leur désir d'amélioration du pouvoir d'achat.

Graphique 5

Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?



CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

De même, l'attente de temps libre a légèrement augmenté chez les actifs (42 %, + 2 points en un an). Il reste que les préférences envers une amélioration du pouvoir d'achat restent encore largement majoritaires (57 %, cf. Tableau 4). De ce point de vue, on peut considérer que l'amélioration du climat est probablement encore trop récente pour infléchir le constat déjà formulé l'an dernier : la plupart des ménages

⁴ Il est vrai que depuis 1981, le pourcentage de personnes se restreignant n'est jamais passé au-dessous de 57 %.

préfèrent toujours un surcroît de revenus à une augmentation de leur temps libre. Cette attente financière s'est même accrue cette année chez les bas revenus (+ 3 points) ou chez les ouvriers (+ 2 points). La demande de temps libre est cependant plus élevée dans les couches les plus favorisées de la population : elle touche maintenant 56 % des salariés bénéficiant de plus de 20 000 Francs par mois et 51 % des diplômés du supérieur.

Tableau 4
Quelle est votre préférence entre ... ?
(Question posée aux seuls actifs)

	(en %)													
	Début 1987	Début 1988	Début 1989	Début 1990	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000
Une amélioration de votre pouvoir d'achat	66	69	69	62	67	60	56	65	62	63	61	60	59	57
Un temps libre plus long	34	31	30	38	32	40	44	34	37	37	39	39	40	42
Ne sait pas	-	-	1	-	1	-	-	1	1	-	1	1	1	1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Ainsi, l'amélioration ressentie des perspectives économiques ne paraît pas s'être globalement traduite, en ce début 2000, par un recul significatif de l'envie de disposer de « plus » de ressources ou d'accéder à plus de biens de consommation. Ce recul semble cependant un peu plus accentué dans les groupes les plus aisés de la population (- 3 points dans les restrictions au-delà de 20 000 Francs de revenus mensuels, + 5 points dans la demande de temps libre). Il y a là le signe que **la reprise de la consommation semble toujours s'appuyer sur une demande soutenue de la plus grande partie des ménages**. D'ailleurs, dans tous les groupes sans exception, le nombre de ceux qui estiment que le moment est favorable pour faire des achats importants est plus élevé que le nombre de ceux qui jugent la période défavorable à de tels investissements.

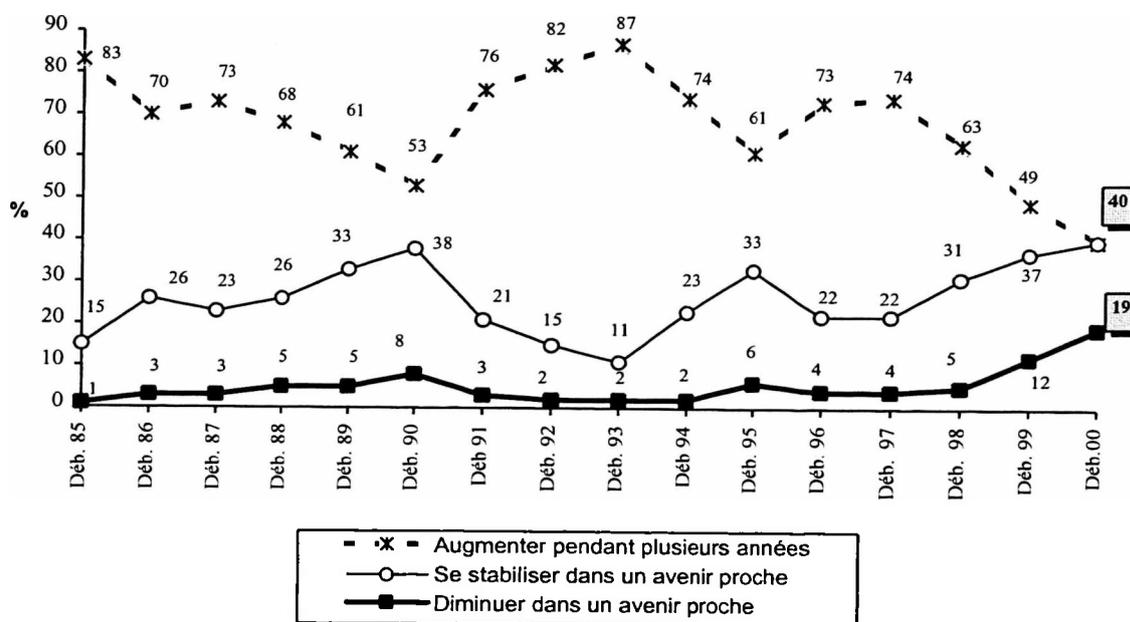
2. Les pronostics concernant l'évolution du chômage connaissent une amélioration sans précédent

Le retour spectaculaire de l'optimisme des Français en matière économique s'appuie sur une conviction nouvelle, de plus en plus partagée : celle que le chômage a cessé d'augmenter. 40 % de la population pensent en effet que le nombre de chômeurs va se stabiliser dans un proche avenir (+ 3 points en un an) et 19 % croient même en une diminution prochaine du fléau (+ 7 points en un an, + 14 en deux ans).

A vrai dire jamais, depuis que la question est posée (début 1985), les pronostics sur ce sujet n'avaient été aussi favorables : pour la première fois, les anticipations négatives n'occupent plus la place de tête. Aujourd'hui « seulement » 40 % des Français considèrent que le chômage va continuer de croître : le pourcentage était de 49 % il y a un an et de 63 % au début 1988. Les pronostics négatifs ont reculé de 34 points depuis le début 1997 (Graphique 6).

Graphique 6

A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de Vie et Aspirations des Français »

Le changement d'état d'esprit des Français est particulièrement flagrant. L'an dernier, nous remarquons que l'inflexion des jugements correspondait davantage à l'affirmation d'un espoir « volontariste », plus fondé sur une amélioration **possible** de la situation de l'emploi que sur le constat objectif d'une diminution massive du chômage⁵. La publication, mois après mois, de statistiques mettant en évidence une baisse -même légère- du nombre de chômeurs a certainement contribué à **transformer cet espoir en conviction** : de plus en plus de Français pensent non seulement que le chômage peut cesser de croître, mais qu'on peut même arriver à l'endiguer, voire à le faire reculer.

De fait, **le reflux des anticipations négatives s'observe dans tous les groupes socio-démographiques sans exception**. Analysé sur deux ans, le recul a été particulièrement fort (- 30 points environ, contre - 23 en moyenne) chez les jeunes, les Franciliens, les cadres, les diplômés et les revenus élevés ; mais les catégories « intermédiaires » ne sont pas en reste (par exemple, - 32 points chez les employés). Et si quelques groupes croient encore, à plus de 45 %, que le chômage risque d'augmenter, même chez eux la diminution du pessimisme a été très significative ces derniers mois (Tableau 5).

En vérité, il ne subsiste plus que deux catégories où plus de la moitié des individus pensent que le nombre de chômeurs va continuer d'augmenter : il s'agit des ouvriers et des chômeurs actuels. Partout ailleurs, la majorité s'est inversée : on croit davantage à la stabilisation, ou au recul prochain, du mal. C'est même le cas de plus des deux tiers des cadres ou des titulaires d'un diplôme du supérieur.

⁵ Voir la note de conjoncture sociétale de l'an dernier : « Début 1999 : l'amélioration spectaculaire du moral des Français efface sept années de pessimisme collectif profond », G. Hatchuel, CREDOC, Mars 1999.

Tableau 5

**Un recul spectaculaire du pourcentage d'individus croyant à une augmentation
du nombre de chômeurs**

- Situation 2000 et baisses enregistrées sur deux ans -

	Début 2000	Evolution 1998 - 2000
(en %)		
<i>Catégories où le taux est aujourd'hui le plus élevé</i>		
. Chômeur	51	- 23
. Ouvrier	51	- 17
. N'a aucun diplôme (ou le CEP seulement)	48	- 19
. Revenus du foyer inférieurs à 6 000 F/ mois	46	- 24
. Réside dans une agglomération de 20 000 à 100 000 habitants ..	46	- 22
<i>Catégories où le taux est aujourd'hui le plus faible</i>		
. Moins de 25 ans	34	- 29
. Francilien	31	- 32
. Cadre (supérieur ou moyen)	29	- 30
. Diplômé du bac ou du supérieur	28	- 29
. Revenus du foyer supérieurs à 20 000 F/mois	26	- 28
Ensemble de la population	40	- 23

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : 51% des chômeurs estiment que le nombre de chômeurs va encore augmenter pendant plusieurs années ; ce taux a cependant diminué de 23 points en deux ans.

Deuxième élément très révélateur du retour d'une confiance certaine en matière d'emploi : situées au sein d'une série de sujets sociétaux, **les préoccupations relatives au chômage reculent assez sensiblement**. Certes, le sujet occupe toujours le premier rang des soucis de la société française, mais son taux de citations a diminué cette année de façon très significative, passant de 44 % à 36 % (- 8 points entre 1999 et 2000, après les 4 points déjà perdus l'an dernier). Le chômage se situe ainsi à un niveau de préoccupations qui le place bien en dessous des pourcentages records de toutes les années 1993 à 1998 (Tableau 6).

Tableau 6

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(en %)

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 2000)	Début 1991	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Evolution 1998-2000
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(I) - (H)
. Le chômage	27	44	52	49	53	52	48	44	36	- 8
. Les maladies graves	28	29	26	31	29	26	28	30	33	+ 3
. La violence et l'insécurité	23	16	20	22	18	25	29	33	27	- 6
. La pauvreté en France	16	20	22	28	25	25	23	24	25	+ 1
. La drogue	37	30	28	21	24	22	20	22	23	+ 1
. La pauvreté dans le monde	15	19	16	17	18	16	18	19	21	+ 2
. La dégradation de l'environnement	12	11	8	7	8	8	10	8	13	+ 5
. L'immigration	17	14	14	14	13	13	13	10	9	- 1
. Les tensions internationales	16	9	7	7	4	5	4	5	7	+ 2
. Les conflits sociaux	4	3	2	4	7	5	3	4	4	-
. L'Europe	6	6	2	2	2	3	2	1	2	+ 1

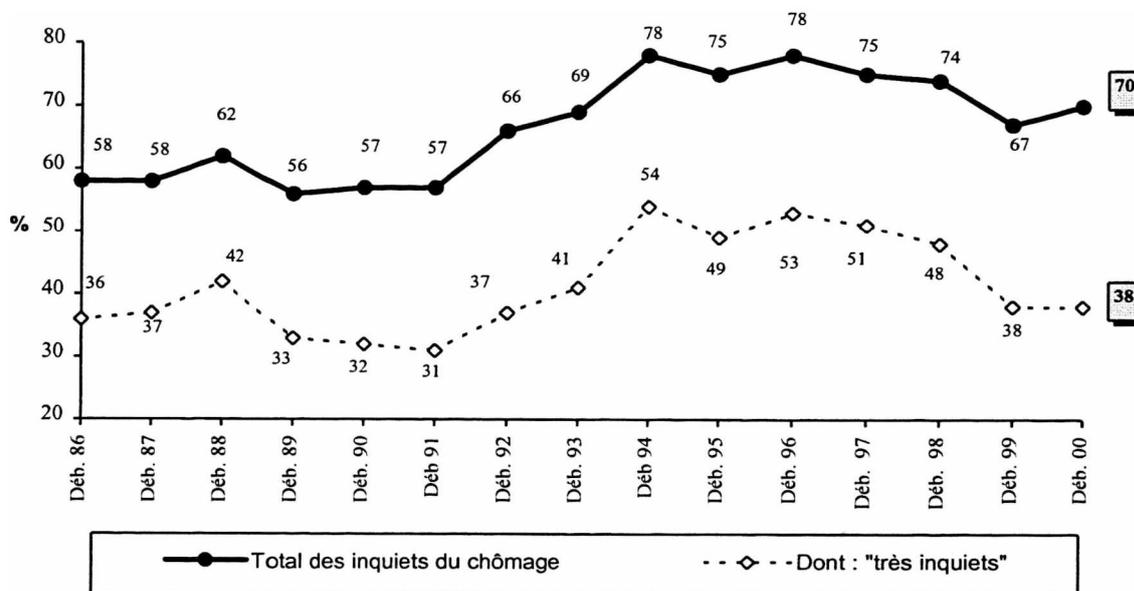
Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Si cette réduction des préoccupations concernant le chômage a touché quasiment toutes les catégories socio-démographiques, elle l'a fait dans des proportions très différentes. Dans les groupes les plus susceptibles d'être encore touchés par le mal, le recul est très modéré : le taux de préoccupation du chômage a diminué de seulement un point chez les moins de 25 ans et de 2 chez les ouvriers (contre - 8 points en moyenne en un an). A l'opposé, le reflux est nettement plus fort dans les groupes risquant moins d'être exposés au mal : chez les personnes bénéficiant de revenus élevés (- 12 points), chez les cadres (- 9 points) ou encore chez les travailleurs indépendants.

Il subsiste un paradoxe : en même temps que s'améliorent les pronostics sur l'évolution du nombre de chômeurs, que les préoccupations liées au chômage diminuent, les inquiétudes concernant le risque d'être frappé par le mal repartent à la hausse : alors qu'au début 1999, 67 % des enquêtés se déclaraient inquiets du chômage, c'est maintenant le cas de 70 % (Graphique 7). Certes, cette remontée est légère -elle n'a pas affecté les enquêtés se déclarant « très » inquiets du chômage- et le niveau atteint reste inférieur à celui d'il y a deux ans ; mais cette inflexion montre combien reste aiguë la sensibilité de la population aux risques individuels que le chômage suscite (pauvreté, exclusion...).

Graphique 7

Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets,
pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de Vie et Aspirations des Français »

Cette contradiction apparente entre une baisse des préoccupations **sociétales** concernant le chômage et une remontée des craintes **individuelles** vis-à-vis du mal tient probablement à **deux phénomènes complémentaires** :

- * Les préoccupations concernant le chômage, on l'a dit, n'ont baissé que modérément dans les catégories *a priori* les plus concernées ou les plus touchées par le fléau. Le sujet garde, en particulier, beaucoup de son intensité dramatique dans les groupes encore exposés : ainsi, le taux d'inquiétudes vis-à-vis du chômage atteint les 81 % chez les ouvriers⁶, les 76 % chez les moins de 25 ans et les 75 % chez les bas revenus ou les non-diplômés (contre, par exemple, 60 % chez les diplômés du supérieur).
- * Le début 2000 est marqué, par ailleurs, **d'une remontée générale -et systématique- des craintes individuelles** vis-à-vis de toute une série de risques aussi différents que la maladie grave, l'accident de la route, la guerre, l'accident

⁶ Et 88 % chez les chômeurs eux-mêmes.

de centrale nucléaire... (cf. ci-après). Cette « peur » généralisée nouvelle, signe probable d'une sourde inquiétude face à des risques individuels qu'on a peut-être le sentiment de ne pouvoir vraiment contrôler, semble avoir contribué, elle aussi, à faire remonter les craintes vis-à-vis du risque de chômage.

En un mot, les Français pronostiquent une décrue du chômage et pensent que cette préoccupation redevient un mal parmi d'autres pour la société française ; mais en même temps, face à l'éventualité d'en être frappé, l'inquiétude personnelle reste vive : **les anticipations économiques favorables ne semblent pas faire reculer les peurs individuelles**. L'exemple des Franciliens est frappant : chez eux, bien plus nombreux sont, cette année, ceux qui croient que le nombre de chômeurs va se stabiliser ou se réduire (+ 20 points) ; mais, en même temps, les inquiets du risque de chômage y sont en nette augmentation (+ 7 points).

Ceci étant, la baisse des préoccupations relatives au chômage ne s'est pas traduite, comme cela avait été le cas les deux dernières années, par une montée des considérations sécuritaires. Au contraire, les problèmes de « violence, insécurité » sont aujourd'hui globalement moins évoqués (- 6 points, cf. Tableau 6 ci-dessus), tandis que la « **dégradation de l'environnement** », citée par 13 % de la population (+ 5 points en un an), dépasse maintenant le niveau relativement élevé qu'elle avait atteint en 1991. Il est vrai que l'enquête s'est déroulée en fin 1999 – début 2000, à un moment où le pays a dû faire face à deux grandes catastrophes écologiques (marée noire suite au naufrage de l'Erika, tempêtes exceptionnelles). De même, **les maladies graves** viennent talonner, à 33 % (+ 3 points cette année), les préoccupations relatives au chômage. Ont aussi augmenté les interrogations concernant **la pauvreté dans le monde** (+ 2 points) ou **les tensions internationales** (+ 2 points, cf. Tableau 6). Ainsi avec **l'amélioration de la conjoncture, avec la « banalisation » relative du chômage, les priorités changent**.

Mais ces évolutions ne touchent pas de la même façon tous les groupes socio-démographiques : en particulier, les modifications de préoccupations sont différentes au plus haut et au plus bas de l'échelle sociale. Ainsi note-t-on en particulier que (Tableau 7) :

- Les préoccupations relatives au chômage ont reculé bien plus vite chez les gens aisés (- 12 points) que chez les faibles revenus (- 4 points).

- Les préoccupations sécuritaires ont, certes, globalement diminué mais elles ont continué à s'accroître en haut de l'échelle des ressources (+ 4 points, contre - 6 en moyenne).
- L'augmentation des soucis relatifs à la dégradation de l'environnement a touché tous les niveaux de revenus, mais on y est encore plus sensible au-delà de 10 000 Francs par mois. L'augmentation de ces préoccupations a même été de + 10 points chez les diplômés du supérieur (contre + 5 en moyenne en un an).

De façon plus générale, on observe que chez les bas revenus, le recul des préoccupations sécuritaires est encore plus fort que celui concernant les problèmes d'emploi. Chez les hauts revenus par contre, on sent monter une série de préoccupations moins directement économiques et sociales, traduisant le **sentiment de croissance de dangers qui semblent aller au-delà des seules contingences matérielles individuelles** : pauvreté dans le monde (+ 9 points), maladies graves (+ 6 points), dégradation de l'environnement (+ 5 points), tensions internationales (+ 5 points), violence et insécurité (+ 4 points).

Tableau 7

L'évolution des préoccupations des Français selon leur niveau de revenus

- Evolution 1999-2000, en points -

Principales préoccupations	Evolution dans l'ensemble de la population	Dont :		
		Titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F/mois)	Titulaires de revenus intermédiaires (de 10 000 à 15 000 F/mois)	Titulaires de hauts revenus (plus de 20 000 F/mois)
. Chômage.....	- 8	- 4	- 6	- 12
. Maladies graves	+ 3	+ 1	+ 4	+ 6
. Violence, insécurité	- 6	- 10	- 7	+ 4
. Pauvreté en France	+ 1	+ 3	+ 3	- 4
. Drogue	+ 1	- 2	+ 2	- 5
. Pauvreté dans le monde	+ 2	+ 4	- 1	+ 9
. Dégradation de l'environnement ..	+ 5	+ 3	+ 5	+ 5
. Immigration	- 1	+ 3	- 3	- 6
. Tensions internationales	+ 2	- 1	+ 1	+ 5

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : Alors qu'en moyenne, les préoccupations relatives au chômage ont diminué, entre début 1999 et début 2000, de 8 points dans l'ensemble de la population, elles ont reculé de 4 points chez les bas revenus et de 12 points chez les hauts revenus.

De fait, le classement des préoccupations en ce début 2000 diffère sensiblement entre hauts et bas revenus (Tableau 8).

Tableau 8
Les quatre principales préoccupations en haut et en bas de l'échelle sociale
- Début 2000 -

Titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F/mois)		Titulaires de hauts revenus (plus de 20 000 F/mois)	
. Chômage	42 %	. Violence, insécurité	35 %
. Maladies graves	36 %	. Pauvreté dans le monde	31 %
. Pauvreté en France	26 %	. Chômage	31 %
. Drogue	24 %	. Maladies graves.....	28 %

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Ainsi, les ménages au statut social élevé, aux revenus confortables -mais c'est aussi le cas dans les groupes intermédiaires-, s'appuyant sur des anticipations économiques favorables pour le pays, paraissent maintenant **bien plus soucieux de dangers internationaux, planétaires**, en tout état de cause de dangers dont « **l'inéluctabilité** » semble s'imposer d'autant plus que leur résolution paraît davantage dépendre de solutions collectives que strictement individuelles (dégradation de l'environnement, pauvreté dans le monde, maladies graves...). C'est peut-être en partie dans ce mouvement d'opinions que l'on peut trouver une des explications du paradoxe qui traverse la société française en ce début 2000 : le moral économique des ménages s'est très sensiblement amélioré, mais les inquiétudes repartent à la hausse.

3. Le nombre de partisans de réformes radicales de la société continue à reculer

Comment ne pas voir là l'effet de l'amélioration des jugements concernant la situation économique du pays : moins nombreux sont ceux qui souhaitent voir la société se transformer radicalement. Et en même temps que la contestation sociétale recule, **un certain « conservatisme » se fait jour.**

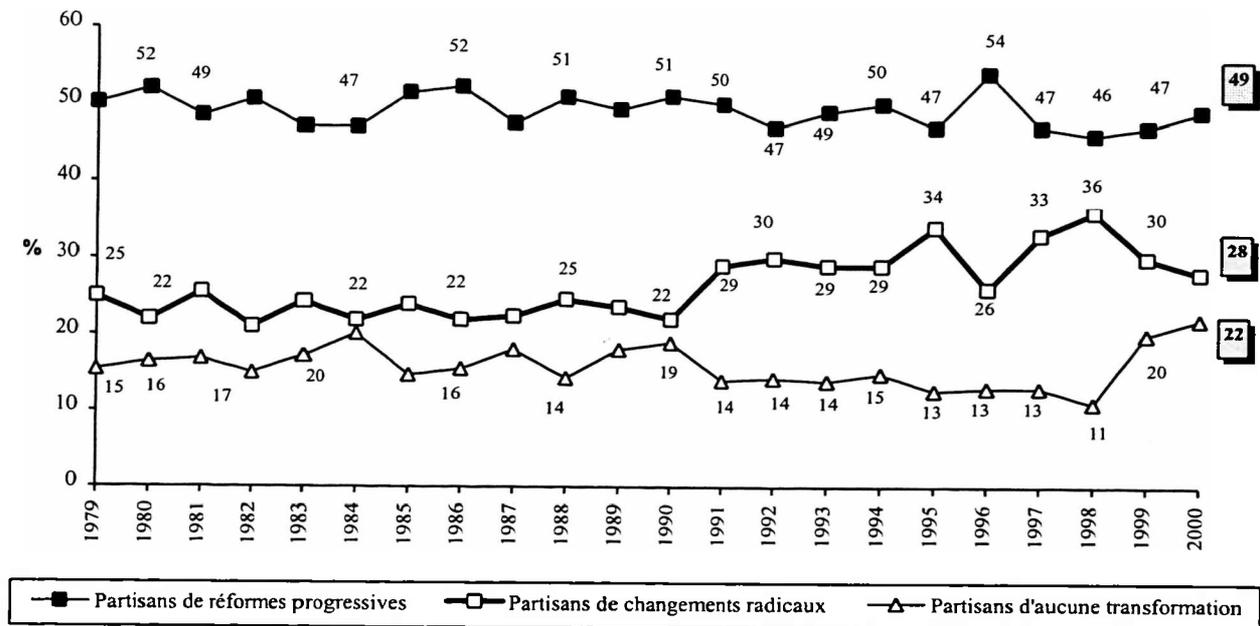
Certes, la volonté réformatrice des Français n'a pas globalement faibli : presque la moitié d'entre eux (49 %) veulent des changements progressifs de la société ; mais l'expérience nous montre, depuis 22 ans, que ce sont surtout les inflexions concernant la demande de réformes radicales, ou la volonté de « ne rien changer », qui traduisent le mieux le climat de la société, l'état d'esprit du corps social.

A vrai dire, les deux mouvements observés cette année complètent, en les accentuant, les inflexions qui se sont produites l'an dernier (Graphique 8) :

- D'abord, la demande de réformes radicales continue à s'infléchir : 28 % des enquêtés l'expriment, contre 30 % il y a un an et 36 % au début 1998. Le pourcentage est maintenant inférieur à ceux des années 1991-1994, avant la flambée contestataire de 1995 et 1997-1998.
- Ensuite, le nombre de Français qui ne ressentent pas le besoin de profonds changements sociétaux poursuit sa progression (+ 2 points cette année). **En deux ans, le pourcentage de « conservateurs » a doublé**, passant de 11 à 22 %. Ce taux est même le plus élevé de tous ceux enregistrés depuis la création de notre système d'observation.

Graphique 8

Une accalmie dans la demande de réformes radicales de la société



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

Ces deux mouvements d'opinions n'ont cependant pas touché de la même façon tous les groupes socio-démographiques :

- * Avec l'amélioration des pronostics concernant le chômage et le sentiment de progrès du niveau de vie, le nombre de « radicaux » régresse quasiment **partout** cette année, de - 1 à - 3 points. Le repli a été encore plus rapide dans les catégories où le pessimisme sur la situation économique de l'ensemble des Français a nettement reflué : cela concerne notamment les travailleurs indépendants (- 11 points de « radicaux » en un an, contre - 2 en moyenne), les femmes au foyer et les revenus « moyens-hauts » (titulaires de 10 000 à 15 000 Francs mensuels).

Au total, en deux ans, **le recul de la grogne revendicative a affecté tous les groupes sociaux, sauf un : les Franciliens**. Alors que le nombre de demandeurs de réformes radicales a reculé en moyenne de 8 points entre 1998 et 2000, il a régressé aussi bien chez les ouvriers (- 10 points) que chez les diplômés du supérieur (- 12 points) ou les titulaires de bas revenus (- 12 points). Il s'est, par contre, accru de deux points chez les habitants de Paris et de son agglomération

(33 % de « radicaux »). Les Franciliens font aujourd'hui partie des catégories les plus revendicatives⁷. Leur « contestation » accrue est d'autant plus marquante que leurs pronostics vis-à-vis du chômage ou de leurs conditions de vie se sont améliorés.

- * Le mouvement de « conservatisme » apparent n'a pas touché toute la population avec systématisme. S'il a continué à s'affirmer dans les groupes « privilégiés » (cadres, diplômés du supérieur, revenus élevés, fonctionnaires), auxquels se sont associés cette année les retraités et les femmes au foyer, la montée du conservatisme semble marquer le pas chez les ouvriers, les femmes actives et les habitants de petites communes rurales.

En vérité, on voit la population se scinder en **deux groupes opposés** (Tableau 9).

D'un côté, dans certaines catégories habituellement revendicatives, le nombre de demandeurs de réformes radicales reste bien supérieur au nombre de « conservateurs ». On trouve là surtout les ouvriers, les non-diplômés, les chômeurs, les habitants du Nord de la France, les employés et les revenus « moyens-bas ». Les Franciliens de plus de 40 ans sont venus les rejoindre.

De l'autre côté, on recense les diplômés, les salariés titulaires du secteur public, les cadres, les bénéficiaires de revenus élevés, les moins de 25 ans, ainsi que les habitants des régions « Est » et « Centre-Est » : dans ces groupes, le nombre de « conservateurs » est maintenant nettement plus élevé que celui des « radicaux ». Là, **le désir de pause dans le rythme des réformes envisagées semble, de loin, prévaloir sur l'idée qu'il faut transformer la société**. Remarquons que les personnes âgées ne figurent pas dans ce groupe.

En tout état de cause, on note que ce n'est pas la stabilité de l'emploi qui crée ici les différences, mais **le secteur d'appartenance : dans le secteur privé, même avec un contrat à durée indéterminée -ou surtout avec un tel contrat-, on est aujourd'hui bien plus demandeur de réformes radicales que dans le secteur public, où l'on préfère relativement plus le statu quo** (Tableau 9).

⁷ Il s'agit surtout des Franciliens de plus de 40 ans, cf. Annexe.

Tableau 9
« Radicaux » et « conservateurs » : deux groupes opposés dans la population
 - Début 2000 -

	Pourcentage de partisans de « réformes radicales » (A)	Pourcentage de partisans d'« aucune transformation » (B)	Solde (A) - (B)
(en %)			
<i>(Groupes classés par ordre décroissant du solde de la 3^{ème} colonne)</i>			
Catégories où le nombre de « radicaux » dépasse sensiblement le nombre de « conservateurs »			
. Ouvrier	35	17	+ 18
. Francilien de plus de 40 ans	33	17	+ 16
. Ne dispose d'aucun diplôme (ou du Cep seulement)	32	16	+ 16
. Chômeur	35	20	+ 15
. Dispose, dans son foyer, de 6 000 à 10 000 F/ mois	29	16	+ 13
. Salarié du secteur privé en contrat à durée indéterminée	32	19	+ 13
. Employé	31	20	+ 11
. Habite la région « Nord »	34	25	+ 9
Catégories où le nombre de « conservateurs » est plus élevé que le nombre de « radicaux »			
. Dispose du Bac ou d'un diplôme du supérieur	20	33	- 13
. Salarié du secteur public en contrat à durée indéterminée	22	32	- 10
. Habite la région « Centre-Est »	24	33	- 9
. Habite la région « Est »	20	28	- 8
. Cadre (moyen ou supérieur)	24	31	- 7
. A moins de 25 ans	24	30	- 6
. Dispose, dans son foyer, de plus de 20 000 F/mois	26	31	- 5
Ensemble de la population	28	22	+ 6

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : chez les ouvriers, 35 % prônent des réformes radicales de la société et 17 % ne veulent aucune transformation. Le solde est de + 18.

De ces deux grandes catégories, c'est donc la seconde (« les conservateurs ») qui est en croissance depuis deux ans même si, il faut le rappeler, ce courant reste largement -et globalement- minoritaire. On peut néanmoins s'interroger sur la poursuite future de ce mouvement : on observe en effet, cette année, que la remontée des inquiétudes qui a affecté la population a aussi touché ces catégories aujourd'hui plus conservatrices. Ce phénomène est d'autant plus marquant que beaucoup de ces groupes étaient jusqu'à lors habituellement moins inquiets.

4. L'attirance envers l'innovation technologique poursuit sa progression

Quatrième élément significatif de la conjoncture exceptionnelle de ce début 2000 : l'attirance envers les produits comportant des innovations technologiques continue de progresser. Et cet essor se fait à **très vive allure** (Tableau 10) : alors qu'au début 1998, 38 % de la population se déclaraient attirés par les produits technologiquement innovants, le taux est passé à 46 % l'an dernier, pour atteindre maintenant les 50 % (+ 12 points en deux ans).

L'ampleur du mouvement traduit bien la foi nouvelle, l'optimisme volontariste que nos concitoyens semblent avoir retrouvés : l'attirance envers l'innovation n'est-elle pas, précisément, le signe d'une vraie confiance dans la capacité de chacun -et de la société- de faire face à l'avenir ?

Tableau 10

L'attirance envers l'innovation technologique continue à s'accroître
- Etes-vous attiré ou pas par les produits comportant une innovation technologique ?-

	(en %)			
	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Evolution 1998 - 1999
. Très attiré	8 } 38	10 } 46	12 } 50	+ 4
. Assez attiré.....	30 }	36 }	38 }	+ 8
. Peu attiré	35	34	32	- 3
. Pas du tout attiré	27	19	18	- 9
Ensemble (y.c. n.s.p.)	100	100	100	-

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Cette évolution des mentalités face à l'innovation technologique, déjà particulièrement forte l'an dernier, s'est poursuivie cette année **dans toutes les catégories sociales**, sauf une : les plus de 65 ans. Certes, ces derniers avaient sérieusement progressé sur ce plan entre 1998 et 1999, mais leur scepticisme actuel sur l'évolution économique du pays et sur leurs propres conditions de vie se retrouve dans le coup d'arrêt qu'ils semblent avoir donné à leur attirance, déjà prudente, envers l'innovation : seulement 27 % des plus de 65 ans se disent aujourd'hui « tentés » par les produits innovants

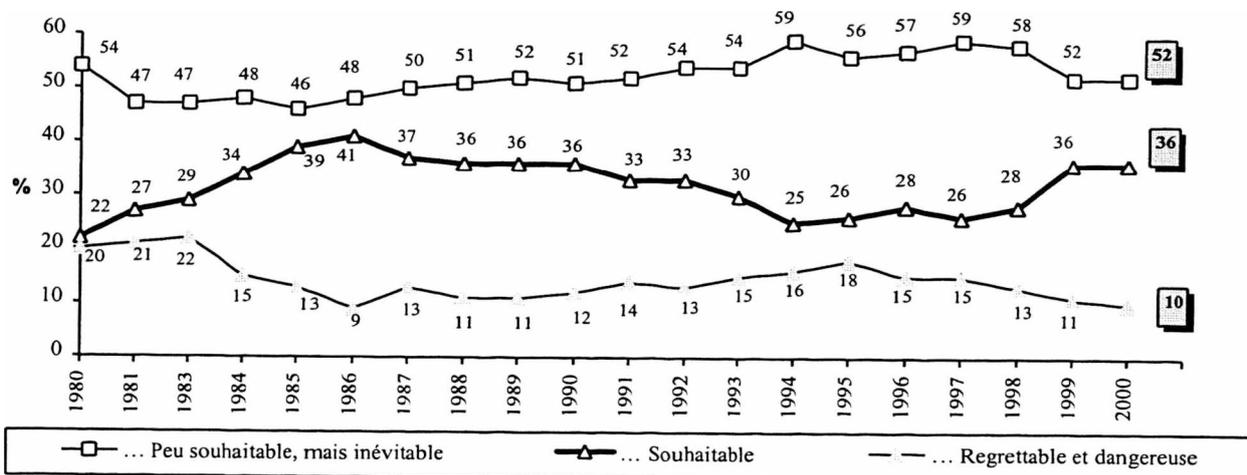
technologiquement, contre 50 % de la population en moyenne. En vérité, en ce début 2000, seulement cinq groupes ne se déclarent pas en majorité attirés par ces produits : les plus de 50 ans (36 % en sont friands), les non-diplômés (37 %), les titulaires de revenus inférieurs à 10 000 Francs par mois (40 %), les femmes au foyer (36 %) et les habitants des communes rurales (47 %).

En tout état de cause, cette évolution favorable des opinions affichées à l'égard de l'innovation technologique se retrouve dans les jugements concernant les retombées du progrès : 27 % des Français (+ 5 points en un an) estiment que les découvertes scientifiques améliorent « beaucoup » la vie quotidienne ; ce taux, qui avait atteint les 33 % en 1992, était, depuis, retombé jusqu'à 21 % (en 1998).

Certes, la prudence reste quand même de mise : pour 60 % de la population, les découvertes scientifiques améliorent « un peu » le quotidien. Prudence encore : pour 52 % des Français, la diffusion de l'informatique est plutôt un phénomène « peu souhaitable, mais inévitable ». Il reste que le niveau atteint l'an dernier n'est pas remis en cause : 36 % de la population trouvent « souhaitable » l'essor de l'informatique. Les 8 points spectaculairement gagnés l'an dernier restent donc acquis (Graphique 9).

Graphique 9

L'acceptation de l'essor de l'informatique : le niveau atteint l'an dernier n'est pas remis en cause
- Considère la diffusion de l'informatique comme une chose...⁸ -



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

⁸ Le libellé exact de la question est : « Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution : 1. Comme une chose souhaitable, 2. Comme une chose peu souhaitable, mais inévitable, 3. Comme une chose regrettable et dangereuse ? ».

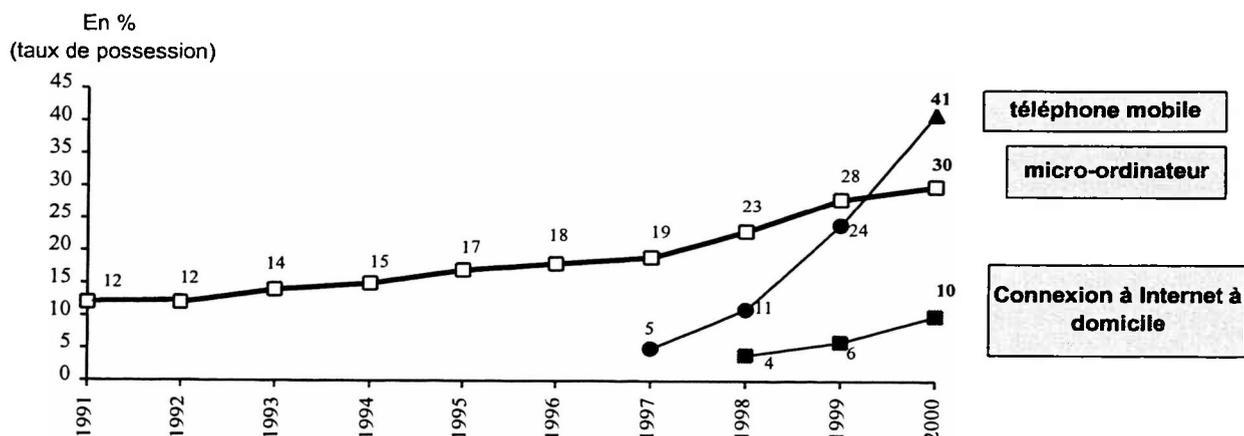
Le plus marquant est qu'en deux ans, ce sont surtout les classes moyennes qui ont commencé à se « réconcilier » avec le progrès technologique et l'informatique : 42 % des employés (+ 13 points en deux ans), 35 % des ouvriers (+ 12 points) et 34 % des titulaires de revenus de 6 à 10 000 Francs par mois (+ 11 points) considèrent maintenant « souhaitable » la diffusion de l'informatique. Elles ne rattrapent pas encore sur ce plan les catégories aisées, mais elles ont commencé à parcourir une partie du chemin. Ce mouvement des classes moyennes se retrouve également dans leur attirance nouvelle envers les produits innovants (+ 15 points en deux ans chez les employés, par exemple).

A vrai dire, c'est pour beaucoup l'attrait, pour ne pas dire l'emprise extraordinaire que les produits de communication de haute technologie semblent exercer sur les Français qui paraissent expliquer ce mouvement. Car l'innovation technologique aujourd'hui, c'est surtout, pour le grand public, le téléphone mobile, le micro-ordinateur ou Internet. Or il faut bien constater l'essor spectaculaire de ces produits ou services : en deux ans, le téléphone mobile a quasiment quadruplé son taux de pénétration (41 % des Français déclarent maintenant en disposer). Parallèlement, 30 % de nos concitoyens disposent chez eux d'un micro-ordinateur (contre 23 % au début 1998). Et même la connexion à Internet touche 10 % de la population, contre 6 % l'an dernier (Graphique 10).

D'ailleurs, le taux de croissance soutenu du téléphone mobile tient au fait que cet outil a maintenant convaincu –après les catégories aisées– les classes « moyennes » : par exemple, le taux de pénétration du mobile a crû, en deux ans, de 36 points chez les employés (contre + 30 points en moyenne dans la période), et celui du micro-ordinateur de 10 points chez les ouvriers (contre + 7 points en moyenne).

Graphique 10

Une forte diffusion des « nouveaux » outils de communication



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

Cette attirance envers l'innovation technologique, encore inédite il y a peu de temps⁹, ne s'est cependant pas accompagnée cette année d'une progression sensible du **modernisme** des Français en matière de mœurs. Celui-ci s'est plutôt stabilisé. Ainsi, les opinions professées en la matière se situent un peu en dessous des niveaux de l'an dernier, mais sans revenir à la situation de 1997 (Tableau 11). Le mouvement **relativement lent**, engagé depuis plusieurs années, de croissance d'une certaine « modernité » en matière de mœurs n'est donc pas remis en question. Il reste que l'attachement des Français à la famille « valeur-refuge », est encore élevé : 64 % considèrent que celle-ci est « le seul endroit où l'on se sent bien et détendu » ; de même, 55 % estiment que le mariage est une union indissoluble ou qu'on ne peut dissoudre que dans des cas très graves.

C'est en matière de travail féminin qu'il y a moins d'hésitations dans le corps social : 59 % des Français sont favorables à la possibilité pour les femmes de choisir d'exercer une activité professionnelle.

⁹ Cf. G. Hatchuel, J.-P. Loisel « Les Français et l'innovation technologique », le 4 pages du SESSI, Secrétariat d'Etat à l'Industrie, n° 91, Mai 1998.

Tableau 11
Une pause dans la montée du modernisme en matière de mœurs

	(en %)							
	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000
Pourcentage d'individus estimant que :								
... La famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu	30	30	33	34	34	37	38	36
... Le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties	39	38	39	39	39	42	45	44
... Les femmes devraient toujours travailler ou travailler dans tous les cas où elles le désirent ...	47	45	51	54	56	57	60	59

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Cette stabilité globale du modernisme en matière d'habitudes de vie masque cependant deux mouvements contradictoires :

- **Une légère progression dans les « classes moyennes »** : le mouvement vers une plus grande ouverture en matière de mœurs se poursuit chez les employés, les femmes au foyer et les titulaires de revenus de 10 000 à 15 000 Francs mensuels.
- **Un recul relatif dans les groupes habituellement les plus modernistes**, c'est-à-dire les diplômés, les Franciliens, les jeunes, les cadres. On peut y ajouter les travailleurs indépendants, qui refont, cette année, en sens inverse, l'essentiel du chemin qui les avait pourtant éloignés, depuis 1998, de leur relatif « conservatisme » antérieur. Dans toutes ces catégories, les mouvements intervenus ont généralement plus affecté les opinions sur le mariage et la famille que celles concernant le travail féminin.

Il reste que ce recul relatif du modernisme ne concerne, en ce début 2000, que les mœurs, et non les attitudes envers l'innovation ou le progrès scientifique¹⁰. Mais cette opposition n'est-elle pas, encore une fois, le signe du décalage existant cette année entre, d'une part, une perception optimiste du climat économique et, d'autre part, des sentiments personnels plus préoccupés, plus inquiets sur l'évolution de la société ?

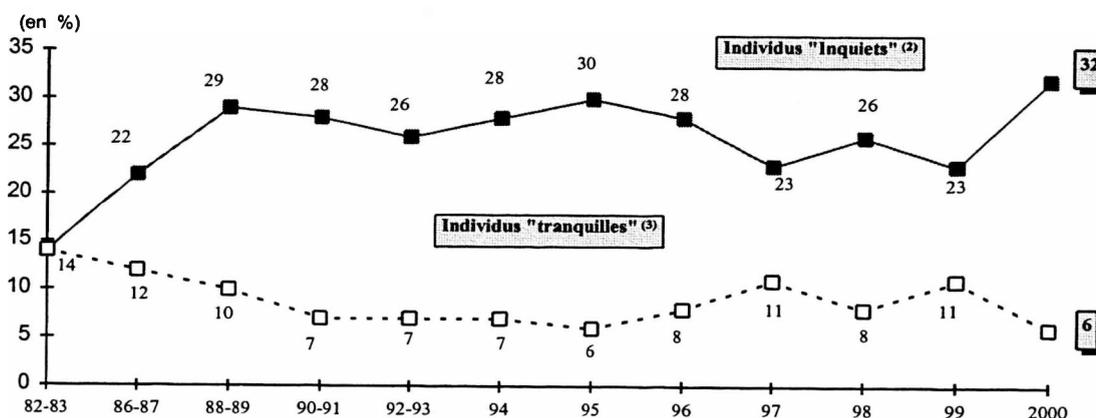
¹⁰ Cette opposition entre une modernité nettement accrue en matière de progrès scientifique et un modernisme légèrement en recul en matière de mœurs a eu des effets catégoriels contradictoires dans l'Espace des Opinions (cf. Annexe). Le « point 2000 » montre finalement une montée du modernisme plus important qu'on aurait pu le penser, et notamment dans les groupes déjà les plus modernistes.

5. Jamais, depuis 1982, les inquiétudes n'avaient atteint un niveau aussi élevé

Comment ne pas exprimer ici un certain étonnement ? Alors que les jugements des Français sur la situation économique du pays et sur leurs conditions de vie à venir atteignent cette année un niveau tout à fait exceptionnel, **les inquiétudes repartent à la hausse**. Ce mouvement est d'autant plus marquant que l'amélioration du climat s'était traduite, l'an dernier, par une diminution très significative des craintes formulées par la population.

Quoi qu'il en soit, l'indicateur d'inquiétudes a non seulement repris sa progression, mais **il dépasse le niveau pourtant exceptionnellement élevé de 1995** (Graphique 11) : 32 % de nos concitoyens peuvent être aujourd'hui considérés comme inquiets, contre 23 % l'an dernier (+ 9 points en un an). Même aux heures les plus chaudes de l'exacerbation des craintes des Français, au milieu de la décennie 90, le pourcentage d'inquiets n'avait jamais dépassé les 30 %.

Graphique 11
Une sérieuse remontée des inquiétudes⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- (1) L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.
- (2) Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (cumul des quatre domaines).
- (3) Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur aucun des quatre sujets retenus.

Une telle progression mérite d'autant plus d'attention que la méthode d'élaboration de ce baromètre repose, en fait, sur **quatre variables différentes**, ce qui tend précisément à minimiser ses variations conjoncturelles. Rappelons, en effet, que notre indicateur prend en compte quatre sujets de risques possibles, desquels nous avons volontairement exclu le chômage¹¹ : ils concernent des domaines très différents, relatifs à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). L'indicateur mesure précisément le nombre de personnes inquiètes **conjointement sur les quatre thèmes**. Il traduit donc une « **peur cumulée** », non réductible à un seul sujet.

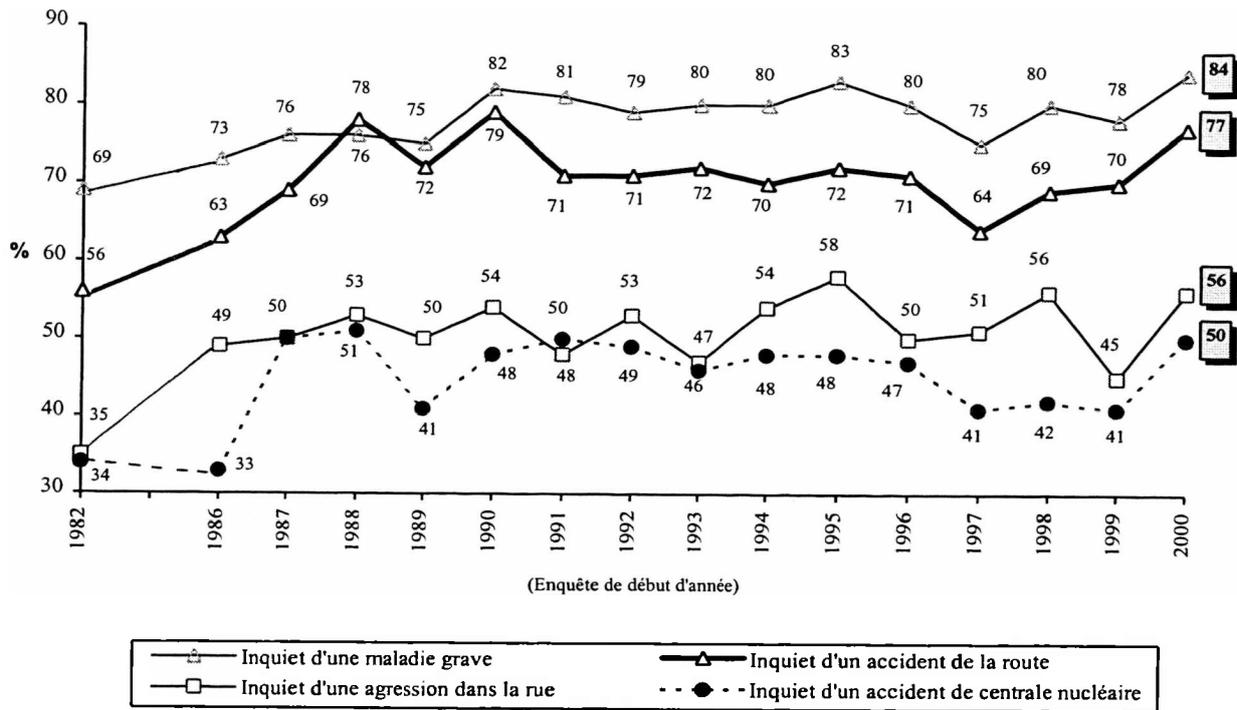
Et il s'agit bien, cette année, de « cumul » puisque la remontée de l'indicateur tient à **une croissance générale de tous les risques ressentis** (Graphique 12). Les craintes de la **maladie grave** atteignent ainsi leur plus haut niveau depuis 1982 (84 %, + **6 points cette année**) : celles de l'**accident de la route** ne dépassent pas le « pic » de 1990, mais elles n'en sont pas loin puisqu'elles concernent maintenant 77 % de la population (+ **7 points en un an**). Les appréhensions vis-à-vis du risque **d'agression dans la rue** retrouvent le niveau de 1998 (56 %) : la **remontée de 11 points** efface totalement la baisse spectaculaire intervenue l'an dernier. Enfin, les craintes relatives aux risques **d'un accident de centrale nucléaire** touchent 50 % de la population (+ **9 points en un an**), c'est à dire un niveau comparable à la situation existant juste après l'accident de Tchernobyl (Avril 1986).

Par ailleurs, on l'a déjà vu, les craintes liées au risque de chômage se sont accrues de 3 points dans les douze derniers mois. De même, les peurs liées au risque de guerre affectent 49 % de la population, soit 9 points de plus en un an. Il y a là le signe que l'inquiétude exprimée ne répond pas seulement à des préoccupations nationales, mais aussi internationales.

C'est donc à une montée générale d'une inquiétude que l'on dira irrépressible que la population semble confrontée.

¹¹ Cf. « *Les inquiétudes des Français ou l'évolution des craintes de 1982 à 1996* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 107, Octobre 1997.

Graphique 12

Une remontée générale de toutes les inquiétudes¹²

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

On ne peut évidemment manquer de s'interroger sur une telle inflexion. Certes, on peut rappeler que l'enquête a débuté sur le terrain quelques semaines avant la fin du millénaire et que le grand « bug » informatique annoncé pour l'an 2000 a pu en inquiéter quelques-uns. D'autre part, la « marée noire » survenue après le naufrage de l'ERIKA, et les tempêtes qui se sont abattues sur le pays en fin Décembre, ont pu également marquer fortement les esprits. Mais la montée irrésistible des peurs a touché aussi bien les craintes relatives à la maladie, que celles concernant, par exemple, l'accident de la route ou l'agression dans la rue : elle dépend donc plus de la diffusion d'un état d'esprit profondément inquiet que de la survenue de tel ou tel événement ponctuel.

D'ailleurs, les quelques faits précis évoqués ne peuvent certainement pas suffire à expliquer cette « flambée » des craintes : on avait en effet déjà observé, au mois de

¹² Il s'agit dans chaque cas, du pourcentage d'individus se déclarant inquiets, pour eux-mêmes ou leurs proches, des risques évoqués.

juin dernier, une montée particulièrement significative de toutes les inquiétudes¹³. Le début 2000 serait même presque en recul par rapport à la situation d'il y a 6 mois.

Il reste que cette « poussée de fièvre » est d'une ampleur telle qu'il faut tenter de l'expliquer. Peut-être doit-on formuler l'hypothèse qu'elle répond à l'accroissement d'un **sentiment de profonde impuissance** : celui que la société peut, à tout moment, être confrontée à des risques majeurs pour les personnes et que, quoi que chacun puisse faire, il ne peut échapper à la survenance même de ces dangers, à leur **inéluçtabilité**. La multiplication, ces derniers mois, de diverses catastrophes écologiques, l'apparition de nombreuses alertes sur les risques alimentaires, la répétition d'accidents lourds de la circulation ou de transports collectifs, la banalisation de phénomènes d'agressions ou de violences quotidiennes, les « désordres » internationaux récents (lutttes ethniques, déplacements de population, terrorisme...) ne peuvent-ils pas avoir contribué à exacerber ce sentiment profond d'impuissance ?

Ceci étant, le mouvement de montée des craintes est d'une telle force qu'il n'a, à vrai dire, **épargné aucune catégorie socio-démographique** : les évolutions sont considérables dans tous les groupes sans exception. On peut néanmoins insister sur deux mouvements très apparents (Tableau 12) :

- D'abord, la remontée des inquiétudes a touché fortement les groupes qui, l'an dernier, avaient le plus bénéficié de l'accalmie, c'est à dire en partie ceux que **l'on considère habituellement comme les plus « craintifs »**, notamment les femmes au foyer, les non-diplômés, les ouvriers et les bas revenus.
- Ensuite, certains groupes, **peu habitués à l'expression de craintes élevées**, semblent avoir été tout aussi touchés. Pour certains d'entre eux, ce mouvement avait d'ailleurs déjà commencé en 1998. Citons ici les titulaires de hauts revenus (29 % d'inquiets, + 12 points cette année), les jeunes, les habitants de grosses agglomérations, de la région parisienne comme de province, les diplômés, les indépendants et les 50-64 ans.

¹³ En Juin 1999, comparées au début 1999, les inquiétudes s'étaient en effet déjà accrues de 5 points en ce qui concerne les maladies graves, de 11 points en ce qui concerne l'accident de la route, de 18 points pour l'agression dans la rue et de 7 points pour l'accident de centrale.

Tableau 12

Les groupes où le pourcentage d'inquiets s'est accru le plus vite cette année

	(Pourcentage d'inquiets)			
	Début 1998 (A)	Début 1999 (B)	Début 2000 (C)	Evolution 1999 - 2000 (C) - (B)
Catégories « habituellement » craintives				
. Ouvrier	31	24	38	+ 14
. Revenus du foyer inférieurs à 6 000 F/mois	32	24	37	+ 13
. Femme au foyer	37	28	39	+ 11
. Ne dispose d'aucun diplôme	33	29	40	+ 11
Catégories « nouvellement » touchées				
. Réside dans une grosse agglomération de province (100 000 habitants et plus).....	27	20	35	+ 15
. Travailleur indépendant	22	15	29	+ 14
. 50-64 ans	26	21	35	+ 14
. A moins de 25 ans	21	23	36	+ 13
. Revenus du foyer supérieurs à 15 000 F/mois	16	17	29	+ 12
. Diplômé du Bac ou du supérieur	16	12	23	+ 11
. Réside à Paris ou dans l'aggl. parisienne	24	22	32	+ 10
Ensemble des Français.....	26	23	32	+ 9

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : le pourcentage d'inquiets est passé chez les ouvriers de 24 % à 38 % entre 1999 et 2000, soit une évolution de + 14 points (contre + 9 en moyenne).

Les inquiétudes se sont donc diffusées partout, même -et surtout- dans des catégories aisées jusque-là relativement épargnées : l'événement notable de cette année est que certains groupes historiquement « sereins », dont les inquiétudes étaient restées notablement inférieures à la moyenne durant toutes les années 1982-1996¹⁴, atteignent maintenant des niveaux de craintes tout à fait significatifs. Ce mouvement de « resserrement des écarts » -toute la population devient craintive- est particulièrement net quand on compare les pourcentages d'inquiets en 1995 (taux les plus hauts jamais atteints dans les années 90) et ceux de ce début 2000 (Tableau 13).

Certes, les catégories les plus touchées sont toujours les non-diplômés (40 % d'inquiets, contre 32 % en moyenne), les titulaires de bas revenus, les ouvriers

¹⁴ Voir le Cahier de Recherche du CREDOC, N° 107, Octobre 1997, déjà cité.

(38 %), les femmes, surtout celles qui restent au foyer (39 %), voire les personnes de plus de 65 ans (33 %). Mais les **jeunes** sont maintenant passés au-dessus de la moyenne (36 %), les **habitants de grandes agglomérations** aussi, notamment les Franciliens, et les **titulaires de revenus élevés** n'en sont plus guère éloignés (29 % d'inquiets).

A vrai dire, seuls sont encore épargnés, en toute relativité, les diplômés : 23 % d'entre eux sont inquiets (contre 32 % en moyenne). Mais le resserrement des écarts n'en est pas moins flagrant.

Tableau 13

Une montée significative des inquiétudes dans des catégories relativement épargnées
il y a encore 5 ans

	(Pourcentage d'inquiets)		
	Début 1995	Début 2000	Evolution 1995 - 2000
. Dispose, dans son foyer, de revenus supérieurs à 15 000 F/mois	18	29	+ 11
. A moins de 25 ans.....	26	36	+ 10
. Réside dans une grosse agglomération :			
- A Paris-Région Parisienne	23	32	+ 9
- En province (100 000 Habitants et plus)	28	35	+ 7
. Travailleur indépendant	22	29	+ 7
. Dispose du Bac ou d'un diplôme du supérieur	18	23	+ 5
Ensemble de la population	30	32	+ 2
Pour comparaison :			
. Femme au foyer	43	39	- 4
. A 65 ans et plus	33	33	=
. Ne dispose d'aucun diplôme	38	40	+ 2
. Dispose, dans son foyer, de moins de 6 000 F/mois	35	37	+ 2

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Ainsi, au vu de cette diffusion des inquiétudes dans des groupes que l'on pouvait considérer jusqu'à maintenant comme relativement protégés, on peut se demander si les craintes exprimées n'ont pas commencé à changer de nature. L'insécurité économique et sociale qu'elles traduisaient il y a quelque temps ne s'est-elle pas renforcée d'un **malaise plus profond, auquel même les groupes économiquement privilégiés ne semblent plus échapper** : les inquiétudes ressenties paraissent de moins en moins dépendre du niveau de vie des gens (l'argent ne les « protégerait » plus) ; et si ces craintes sont encore fonction du niveau culturel, le rempart constitué par le diplôme s'émousse : cette peur ne traduit-elle pas précisément, comme nous l'avons proposé plus haut, un sentiment **d'impuissance** face à l'inéluctabilité du danger ?

Quoi qu'il en soit, s'il est relativement difficile de dresser un palmarès, dans chaque groupe social, des craintes qui ont le plus évolué -toutes ont augmenté avec systématisme-, on peut observer que cette année, deux risques semblent être davantage mis en avant par les groupes aisés nouvellement concernés : d'abord **l'agression dans la rue**, ensuite **l'accident de centrale nucléaire**. On retrouve là en partie les fluctuations déjà mises en évidence en ce qui concerne l'évolution des préoccupations de ces groupes (cf. ci-dessus). Rappelons en particulier que « **la violence, l'insécurité** », occupe aujourd'hui la première place des soucis des catégories les plus favorisées.

Les problèmes de **sécurité -ou d'insécurité- quotidienne** restent donc au cœur des préoccupations de la population. C'est d'ailleurs bien dans les variations concernant la peur de l'agression dans la rue que l'on avait déjà trouvé, l'an dernier comme en 1998, une des explications aux fluctuations d'inquiétudes enregistrées. Cela reste toujours le cas :

- Dans les groupes plutôt aisés, les préoccupations sociétales relatives à la violence, l'insécurité, continuent à s'accroître, et les risques individuels concernant l'agression dans la rue ont gagné, cette année, autant de points qu'en moyenne (+ 11-12 points).

- Dans les groupes plutôt davantage exposés au risque concerné (bas revenus, ouvriers, habitants en HLM), après la « pause », et même le recul de l'an dernier, les craintes d'une agression dans la rue sont reparties de plus belle (par exemple, + 20 points cette année chez les ouvriers). L'effet de la mise en place des « contrats locaux de sécurité » n'a donc eu qu'un impact limité dans le temps.
- Enfin, la « contagion » a même touché les revenus moyens (par exemple, + 19 points d'inquiets face à une agression, chez les titulaires de revenus de 12 000 à 15 000 F mensuels), chez les jeunes (+ 12 points) ou même chez les habitants de communes rurales (+ 15 points), et tout particulièrement les résidents des régions « Ouest » et « Sud-Ouest » de la France (+ 15 à 20 points).

Autrement dit, c'est toujours autour du sujet **de la sécurité quotidienne et de l'agression dans la rue** que paraissent se constituer les enjeux, les germes obscurs des inquiétudes multiformes des Français. En tout état de cause, c'est ce sujet qui apparaît, à nouveau, **moteur** dans la hausse considérable des craintes formulées cette année. C'est donc toujours celui qu'il conviendra de suivre avec toute l'attention nécessaire dans les semaines et les mois à venir.

6. Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales touchent maintenant presque la moitié de la population

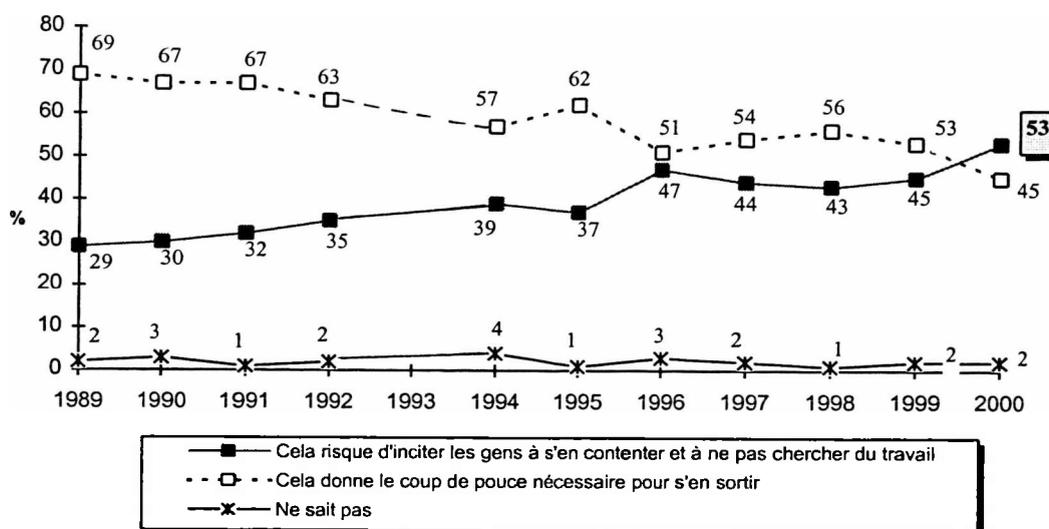
Un dernier élément marquant, qui n'est pas sans lien avec les inquiétudes, caractérise également, cette année, les attitudes du corps social : les interrogations sur les effets déresponsabilisants des prestations sociales continuent à s'accroître.

Certes, ce mouvement de « suspicion », contrairement à la remontée des craintes, n'est pas propre à la vague d'enquêtes de ce début 2000. On l'avait, en effet, déjà observé dès les investigations de 1996-1997. Mais on avait pu penser alors qu'il tenait au pessimisme collectif qui caractérisait les années de crise, et qu'il s'infléchirait avec le retour de la croissance et l'émergence d'un meilleur climat sociétal. Cela n'avait cependant pas été le cas l'an dernier ; ça ne l'est toujours pas : au contraire, l'amélioration même des anticipations économiques, la diffusion des pronostics nettement plus optimistes sur l'évolution du chômage semblent avoir plutôt favorisé **un durcissement de l'attitude de rigueur de la population**, celle qu'elle affiche à l'égard des modalités de distribution et de contrôle des aides sociales.

Premier élément très significatif de cette rigueur accrue : 53 % de nos concitoyens considèrent aujourd'hui que le RMI risque « d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher du travail ». Le taux avait déjà gagné deux points l'an dernier. Il s'accroît cette année de 8 points supplémentaires, dépassant le cap symbolique des 50 %. C'est **la première fois**, depuis onze ans que la question est posée, que, sur ce sujet, **la majorité s'inverse**. On est même maintenant 6 points au-dessus du niveau déjà exceptionnel atteint en 1996 (47 %, cf. Graphique 13).

Graphique 13

Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Le plus frappant est que l'accroissement des doutes sur les effets du RMI a touché **tous les groupes sociaux**, avec un systématisme et une force tels que ce mouvement ne peut que susciter de profondes interrogations. Même chez les moins « suspicieux » des Français, **les jeunes**, le taux s'est accru de 11 points en un an (46 % des moins de 25 ans croient aux effets pervers du RMI). Mais il a augmenté également de 8 points chez les cadres, de 12 chez les ouvriers ou chez les chômeurs et de 9 chez les diplômés du bac ou du supérieur.

Le mouvement est tout particulièrement accentué dans les catégories moyennes et aisées : les effets « pervers » du RMI sont maintenant mis en avant par 56 % des titulaires de revenus de 10 000 à 15 000 F par mois (+ 12 points en un an) et par 49 % des groupes les plus favorisés (+ 11 points chez les bénéficiaires de plus de 20 000 F par mois). Remarquons d'ailleurs que les inflexions intervenues ont souvent le plus affecté les groupes qui ont connu cette année une forte montée des inquiétudes.

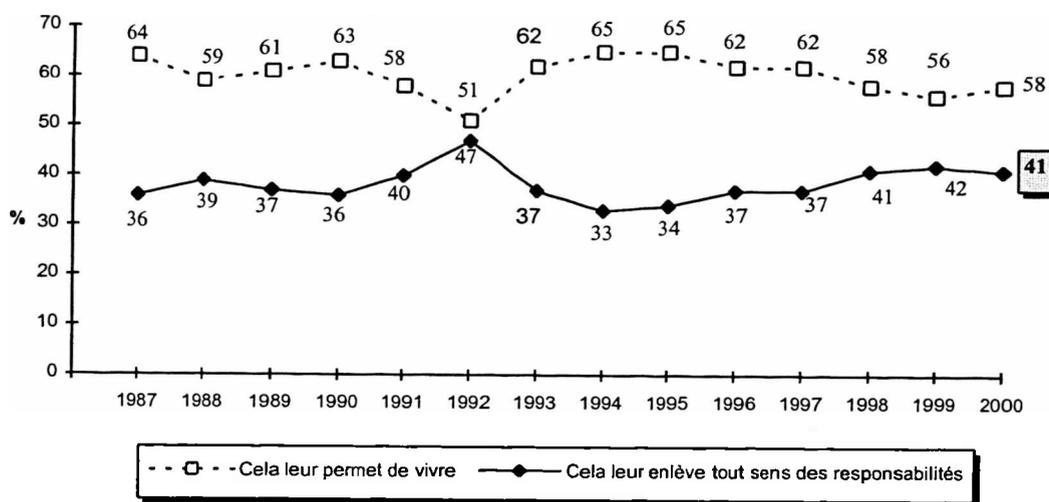
En tout état de cause, le changement est radical par rapport au début 1999, quand nous remarquons que dans uniquement quatre groupes, une majorité s'interrogeait sur les effets du RMI. Maintenant, les catégories qui se singularisent sont, au contraire, les quelques rares cas où cette majorité n'est pas encore tout à fait atteinte : les moins de

25 ans et les cadres (46 %), les employés (48 %), les Franciliens et les diplômés (45 %), les revenus aisés (49 %). Aucune catégorie n'a donc vraiment échappé à ce courant d'interrogations dubitatives sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales.

Cette vague de « contestation suspicieuse » apparaît légèrement moins appuyée dans les réponses apportées à une autre question soumise aux enquêtés, mais elle reste largement présente (Graphique 14) : là encore, 41 % de la population estiment que la prise en charge, par la collectivité, des familles aux ressources insuffisantes enlève à ces familles « **tout sens des responsabilités** ». Ce taux s'est stabilisé cette année au niveau élevé atteint depuis 1998.

Graphique 14

Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

A vrai dire, l'interprétation que l'on peut donner de cette évolution n'a guère varié depuis l'an dernier. Elle ne signifie pas que nos compatriotes auraient « rangé au placard » leur conception solidaire des politiques sociales, auraient renié leur attachement profond à l'Etat-Providence. Non, ce n'est pas le bien-fondé des prestations, faut-il le rappeler, que les Français remettent en cause ; ce sont **plutôt leurs modalités de distribution et de contrôle**.

Car on peut toujours observer que la **solidarité envers les plus démunis est bien vivace**. Deux éléments principaux en témoignent :

- D'abord, une bonne partie de la population (64 %) considèrent que les personnes en situation de pauvreté le sont « **parce qu'elles n'ont pas eu de chance** » et non « parce qu'elles n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir ». Certes, ce taux a diminué de 5 points ces deux dernières années ; mais il montre, par son importance, qu'il y a toujours existence, chez nos concitoyens, d'une certaine « compréhension » à l'égard des plus démunis (Tableau 14).

Tableau 14

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ?

	(en %)									
	Début 1991	Début 1992	Début 1993	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000
C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance	60	60	67	70	74	69	70	69	66	64
C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait assez d'effort pour s'en sortir	36	37	31	27	25	29	27	28	32	33
<i>Ne sait pas</i>	4	3	2	3	1	2	3	3	3	3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

- D'autre part, 63 % de la population estiment que les pouvoirs publics « **ne font pas assez** » pour les plus défavorisés. Là encore, signe qu'il ne s'agit pas d'un hasard, le taux a reculé de 6 points par rapport à 1997, mais la solidarité envers les populations les plus démunies semble toujours largement présente (Tableau 15).

Tableau 15

Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ?

	(en %)				
	Début 1991	Début 1992	Début 1995	Début 1997	Début 2000
. Font trop	3	3	2	2	4
. Font ce qu'ils doivent	34	34	24	28	31
. Ne font pas assez	62	62	73	69	63
. Ne sait pas	1	1	1	1	2
Ensemble	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

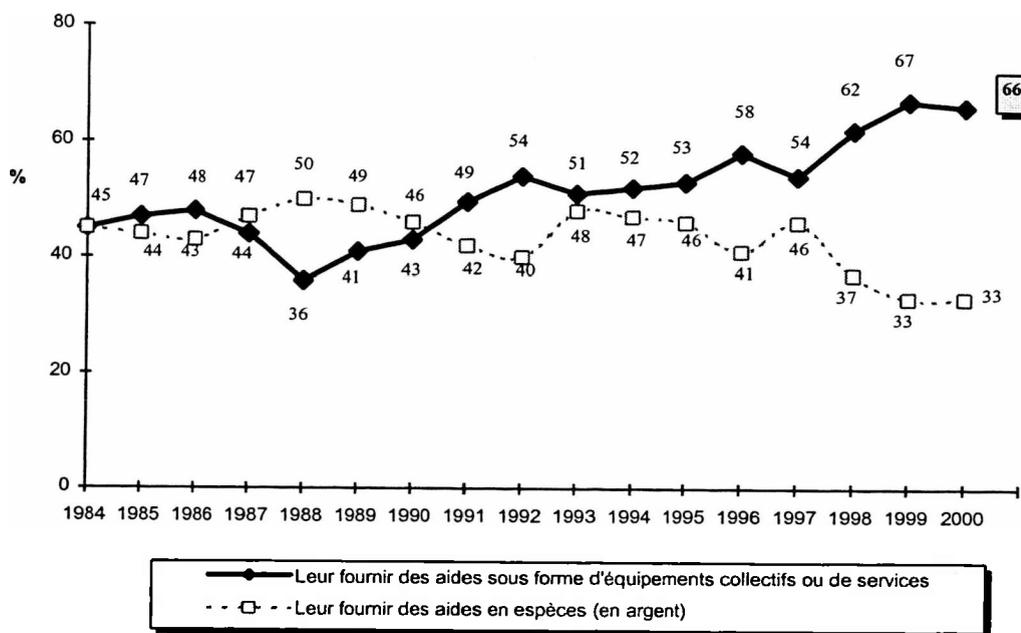
Ce n'est donc pas la **nécessité** des actions menées envers les plus défavorisés qui est discutée ; ce qui apparaît plutôt est l'affirmation d'un désir **grandissant**, exprimé par une bonne partie du corps social, qu'une attention plus soutenue soit portée sur les modalités de distribution des prestations : on voudrait **qu'elles soient ciblées au mieux vers ceux qui en ont le plus besoin** ; on voudrait également **limiter leurs éventuels effets déresponsabilisants**. Ce second point est d'ailleurs, peut-être, l'élément nouveau supplémentaire de cette année 2000. Deux signes tangibles de cette attente peuvent servir ici d'illustration.

D'abord l'évolution spectaculaire intervenue, depuis deux ans maintenant, en matière de prestations familiales, se confirme avec une constance certaine : les deux tiers des Français (66 % exactement, contre 49 à 53 % de 1991 à 1995) considèrent préférable, pour mieux aider les familles, **de leur fournir principalement, non des aides en espèces, mais des aides sous forme d'équipements ou de services** (Graphique 15).

Cette demande de **redistribution en nature**, plus « formatrice » pour les bénéficiaires, s'est donc accrue de 12 points depuis 1997. Cet accroissement a touché **toutes** les catégories sociales **sans aucune exception**. Et même dans les groupes qui prônent aujourd'hui le moins l'aide en nature pour les familles, le taux n'est **jamais** inférieur à 60 % (cas des moins de 25 ans et des ouvriers).

Graphique 15

Entre les deux solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour mieux aider les familles ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Cette volonté assez explicite de mieux **orienter** et « **contrôler** » les prestations versées se retrouve d'ailleurs dans le sentiment, partagé maintenant par 76 % de la population, que les Caisses d'Allocations Familiales « ne contrôlent pas suffisamment les situations individuelles des bénéficiaires ». Ce taux s'est accru de 11 points en deux ans.

Ensuite, élément qui semble s'amplifier en ce début 2000, force est de constater que la sensibilité de la population à l'égard de prestations qui pourraient contribuer à **désinciter au travail** est nettement plus aiguë, plus « vigilante » dirons-nous. Précisément, ne serait-ce pas la formulation adoptée dans notre question sur le RMI (il inciterait « à ne pas chercher du travail ») qui expliquerait qu'une évolution forte soit intervenue sur cette interrogation, et non sur celle relative à l'aide aux familles aux ressources insuffisantes (qui s'appuie sur l'expression « cela leur enlèverait tout sens des responsabilités », phrase qui ne se réfère pas explicitement aux freins relatifs à l'exercice d'une activité) ? En tout état de cause, on relève cette année une même évolution dubitative sur tous les sujets qui laissent supposer que les aides sociales

pourraient avoir pour effet de freiner la reprise, ou gêner l'exercice, d'une activité professionnelle. Citons-en deux (Tableau 16) :

- * 77 % de la population (+ 6 points en un an) sont d'accord avec l'idée qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux plutôt que de travailler avec un bas salaire. Les minima concurrenceraient donc les emplois les moins payés.
- * 68 % de nos concitoyens (+ 5 points en un an) estiment que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi. Ce taux s'est même accru de 11 points en deux ans.

Tableau 16
Un « durcissement » des attitudes en matière sociale

	(en %)			
	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Evolution 1999 - 2000
. Est d'accord avec l'idée qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire	Non posé	71	77	+ 6
. Pense que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi	57	63	68	+ 5
. N'est pas d'accord avec l'idée d'augmenter systématiquement les minima sociaux des chômeurs arrivés en fin de droits	Non posé	31	36	+ 5
. Estime personnellement que tous les chômeurs ne doivent pas être indemnisés ¹⁵	28	32	36	+ 4

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Bien sûr, ce durcissement des attitudes à l'égard d'aides sociales vues comme désincitatives à l'exercice d'une activité n'est pas sans lien avec la diffusion du sentiment que le marché de l'emploi redémarre. Mais on ne peut qu'être frappé de constater que cette inflexion se retrouve, une nouvelle fois, dans tous les groupes socio-démographiques, même si elle est encore plus intense dans les catégories moyennes et aisées, chez les cadres et les diplômés.

¹⁵ Le taux était de 24 % au début 1995.

Ainsi, l'amélioration du moral économique des Français ne s'est pas accompagnée, bien au contraire, de « l'indulgence sociale » que le retour de la croissance aurait pu contribuer à raviver. Est-ce le « libéralisme » qui se diffuserait dans l'esprit de nos concitoyens ? Ou ce mouvement est-il tout simplement lié -à en croire certains- au fait que l'imposition fiscale et parafiscale serait aujourd'hui trop élevée, surtout à un moment où chacun se prend à croire, avec le redémarrage de l'économie, à la possibilité de bénéficier de marges de manœuvre financières plus confortables ?

En tout état de cause, on admettra que la poursuite de ces évolutions, depuis maintenant trois ans, sans reflux significatif depuis, et l'importance des taux atteints ne peuvent qu'inciter à s'interroger sur leur signification profonde, et bien entendu sur ce que ce mouvement peut impliquer pour l'ensemble du système social français.

En guise de conclusion

Optimisme sans précédent vis-à-vis de l'avenir, perception plus que favorable d'une conjoncture économique ressentie comme exceptionnelle, amélioration spectaculaire des pronostics sur l'évolution du chômage, accalmie dans la demande de réformes radicales de la société, attirance nouvelle à l'égard des technologies innovantes ... Les nombreux changements qui sont intervenus dans le corps social ces **deux** dernières années ont été d'une telle **ampleur** qu'une bonne partie des affres et du pessimisme accumulés pendant longtemps semblent s'être soudainement évanouis. Soudainement, car le mouvement a été si rapide, si constant, si puissant qu'il efface en apparence, sur le tableau noir du scepticisme, une bonne quinzaine d'années de revirements, d'inflexions contradictoires, tourmentées et troublantes (voir, en annexe, « *L'Espace des Opinions* »).

L'an dernier, face à cette évolution spectaculaire, nous parlions « **d'affirmation volontariste d'une confiance nouvelle** », de celle qui transforme, avec allégresse, le futur en espoir et le présent en tremplin. De ce point de vue, le début 2000 est venu confirmer que les années de crise et de désenchantement social et économique s'étaient comme évaporées, que le corps social, en basculant du côté de l'optimisme presque résolu, avait enfin abandonné au bord du chemin la défiance collective qu'il avait si longtemps portée en bandoulière.

Mais pourquoi, en même temps, **ce sentiment de trouble** ? Pourquoi, en même temps, l'observateur marque-t-il un moment d'hésitation, comme désemparé, décontenancé devant des anticipations économiques apparemment si nettes, si lisses ? Parce qu'alors même que le regain d'optimisme est plus qu'appuyé, qu'il va jusqu'à toucher avec systématisme tous les groupes socio-démographiques, **l'horizon se brouille de sourdes inquiétudes** : jamais les craintes exprimées n'ont été aussi élevées ; jamais les interrogations sur les effets pervers de certaines aides sociales n'ont été si affirmées. La population paraît confrontée à une inquiétude irrépressible, mais dont elle ne semble n'avoir qu'une faible conscience, ou plutôt dont elle ne tire pas vraiment de conclusions quant à l'avenir, quant à son moral ou même quant à ses comportements présents de consommation.

Or, c'est bien la **cohabitation étrange**, inédite jusqu'ici, entre un moral économique exceptionnel, volontariste, et des craintes profondes, qui caractérise ce début 2000. Avançons **trois hypothèses** :

- * Ne serait-ce pas, tout simplement, le regain d'optimisme qui a été si fort, si massif, si soudain dans son ampleur que « l'exigence réaliste » des Français les

appellerait à la prudence, à l'aveu d'une certaine circonspection ? Comme si nos concitoyens, grisés par l'amélioration intervenue, mais conscients de son caractère exceptionnel, voulaient simplement se « faire peur », afficher leur crainte de la **fugacité** de l'optimisme retrouvé..., tout en espérant profondément qu'il se pérennise. Dans ce cas, les peurs exprimées ne seraient que les **derniers soubresauts** d'un mal ancien dont on aime se rappeler qu'il y a peu de temps, on en était encore atteint.

- * Ne serait-ce pas plutôt –deuxième hypothèse– le fait que, tout bonnement, dans cette conjoncture maintenant améliorée, presque stabilisée positivement, les inquiétudes pourraient, pour ainsi dire, « **vivre leur vie** » et **cohabiter** sans dégâts avec un climat d'optimisme délibéré ? Certes, la décennie 90 nous avait empêchés de concevoir une telle éventualité, mais les années 2000 ne seront-elles pas, précisément, à la fois celles de l'inéluctabilité du progrès, économique et technologique, et celles de la prise de conscience des dangers planétaires qui nous encerclent et nous étreignent ?
- * Enfin, dernière hypothèse, les évolutions mises en évidence ne traduiraient-elles pas, simplement, le début d'un amoncellement de nuages noirs, obscurs et lourds ? Ne seraient-elles pas, autrement dit, **le signe avant-coureur**, préoccupant, d'une nouvelle inflexion prochaine des opinions et du moral des Français ? Dans ce cas, les risques de retournement de la croissance seraient, évidemment, considérables.

Il est encore trop tôt, bien entendu, pour trancher véritablement entre ces trois hypothèses. Mais on voit bien que depuis déjà six mois, c'est **la deuxième qui l'emporte**, celle de **la cohabitation, insolite et inquiétante**, entre un optimisme volontariste et des craintes plus qu'exacerbées. On en imagine bien les enjeux ; on en perçoit les risques. On voit bien surtout combien ces attitudes **conjointes** appellent, pour l'avenir, de nouvelles orientations dans la façon de s'adresser à l'Opinion, dans la façon de la comprendre et dans la façon de la guider. C'est vrai, les temps changent.

* * *
*

ANNEXE

—

**Une visualisation de l'état de l'Opinion
au début 2000**

A N N E X E

Une visualisation de l'Etat de l'Opinion au début 2000

Réalisée depuis vingt-deux ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'Etat de l'Opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables ont déjà été, à plusieurs reprises, sélectionnées pour définir ce que l'on peut appeler « **l'espace général des opinions des Français** »¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'espace général des opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- La trajectoire suivie dans cet espace par l'ensemble de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2000.
- La façon dont les différents groupes socio-démographiques se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, notamment en janvier 2000.

¹ Voir notamment les notes de conjoncture des six dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 73 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir « *L'Espace des Opinions des Français - 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998.

Cette visualisation met en évidence un double constat :

- **Le début 2000 se caractérise par la poursuite du mouvement spectaculaire de retour à la satisfaction, engagé l'an dernier** : presque vingt ans d'inflexions diverses sont effacés et le mécontentement exprimé par nos concitoyens, il y a encore à peine 24 mois, s'est **totalemment** évanoui. Le moral des Français affiche un degré d'optimisme qu'on ne lui avait pas connu depuis quasiment 1980.

L'ampleur de ce mouvement a été, en deux ans, **d'une intensité sans précédent**. Il est vrai que l'amélioration des opinions a touché toute une série de sujets différents : croyance dans un avenir meilleur, jugements plus optimistes sur le niveau de vie personnel, diminution des écarts entre perceptions collectives et perceptions individuelles, baisse du radicalisme, amélioration des jugements sur le fonctionnement de la justice... Il est vrai que l'indicateur d'inquiétudes n'entre pas historiquement dans les variables prises en compte pour construire l'Espace des Opinions¹. En tout état de cause, l'intensité du mouvement enregistré depuis deux ans tient aussi au fait que **la diminution du mal-être a touché toutes les catégories sociales sans aucune exception**. Un seul groupe se projette encore du côté de l'insatisfaction : les titulaires de bas revenus. Mais, à vrai dire, celui-ci n'est plus guère éloigné de la zone dite « de contentement ». **La situation est vraiment exceptionnelle**.

- **Le mouvement général vers le « modernisme » se poursuit**. Cette inflexion est évidemment moins forte que celle intervenue en matière de satisfaction, mais **le niveau de « modernité » des Français n'a jamais été aussi élevé**. A vrai dire, ce mouvement a été tiré, cette année, non pas par une nette évolution en matière de mœurs, mais par l'attrance croissante de la population à l'égard du progrès technologique et donc par la confiance en l'avenir qu'elle suscite. Cependant, ce mouvement vers la modernité n'a pas, cette année, touché uniformément tous les groupes ; en ont été exclus les travailleurs indépendants, les titulaires de bas revenus, les retraités et, très légèrement, les non-diplômés.

¹ Les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2000)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à construire « l'Espace Général des Opinions des Français »¹.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

¹ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 44 000 individus (vingt-deux vagues d'enquêtes).

A l'opposé (à droite du graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

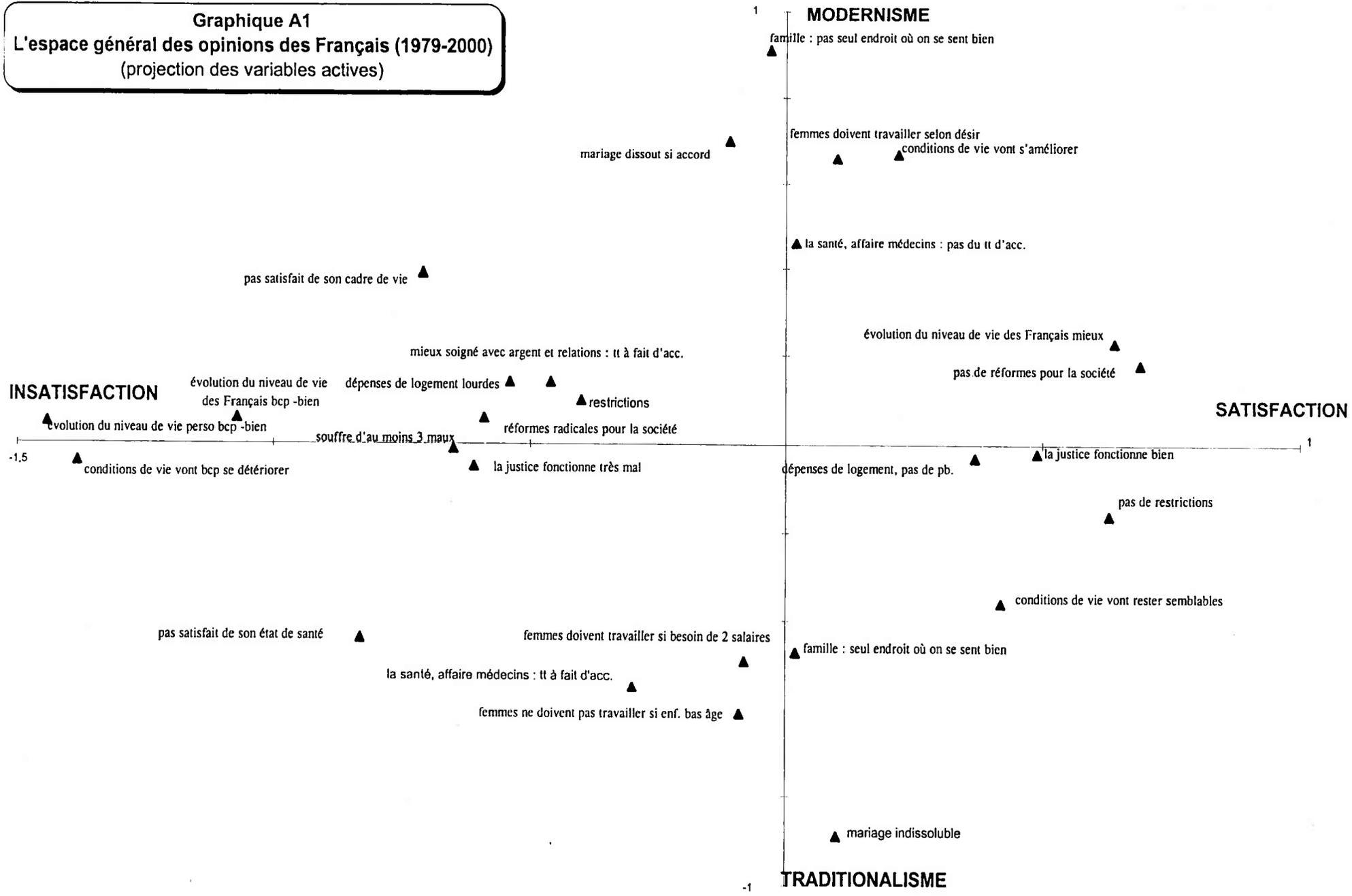
Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résume, pour simplifier, à l'opposition « modernisme-traditionalisme », se détermine surtout à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se trouvent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient travailler quand elles le désirent. Figurent ici aussi les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie à venir : cette variable, représentative d'une confiance certaine envers l'avenir, a **davantage exercé d'influence cette année**. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc d'une confiance plus accentuée envers le futur.

A l'inverse, au Sud du graphique, les "traditionalistes" estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire.

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2000)
 (projection des variables actives)



CREDOC : note confidentielle réservée aux souscripteurs au système d'enquêtes "Aspirations"

2. L'évolution, sur vingt-deux ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 2000

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis le début 1979 (graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 2000), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**. Mais le fait majeur de ces deux dernières années est **le retour à la satisfaction**, mouvement spectaculaire, d'ampleur jamais encore observée depuis la création du système d'enquêtes.

Huit grandes phases peuvent être grosso modo décelées sur l'ensemble de la période (graphique A2) :

- 1 - De 1979 à 1982, une forte diffusion des opinions modernistes sur la famille, le mariage et le travail des femmes.
- 2 - De 1982 à 1985, une perte de vitesse des opinions modernistes et une très nette montée de l'insatisfaction.
- 3 - En 1986 et 1987, un recentrage des opinions.
- 4 - En 1988, un retour très sensible, mais limité dans le temps, aux valeurs traditionnelles.
- 5 - De 1988 à 1990, un regain du modernisme, accompagné du retour d'une certaine satisfaction.
- 6 - De 1990 à 1994, une croissance continue de l'insatisfaction, allant de pair avec une diminution du modernisme.
- 7 - De 1994 à 1998, une poussée du modernisme, accompagnée d'un niveau très élevé d'insatisfaction.

8 - En 1999 et 2000, une diminution spectaculaire du mal-être. Le retour dans la zone dite « de la satisfaction », qui s'est opéré au début 1999, est confirmé cette année. La France s'est réinstallée dans un contentement certain.

Le début 2000 se caractérise donc par le retour à ce qu'on appellera un certain « bien-être sociétal » et par une nouvelle progression du modernisme. Le niveau de contentement atteint est presque celui de 1980, mais avec beaucoup plus de modernisme.

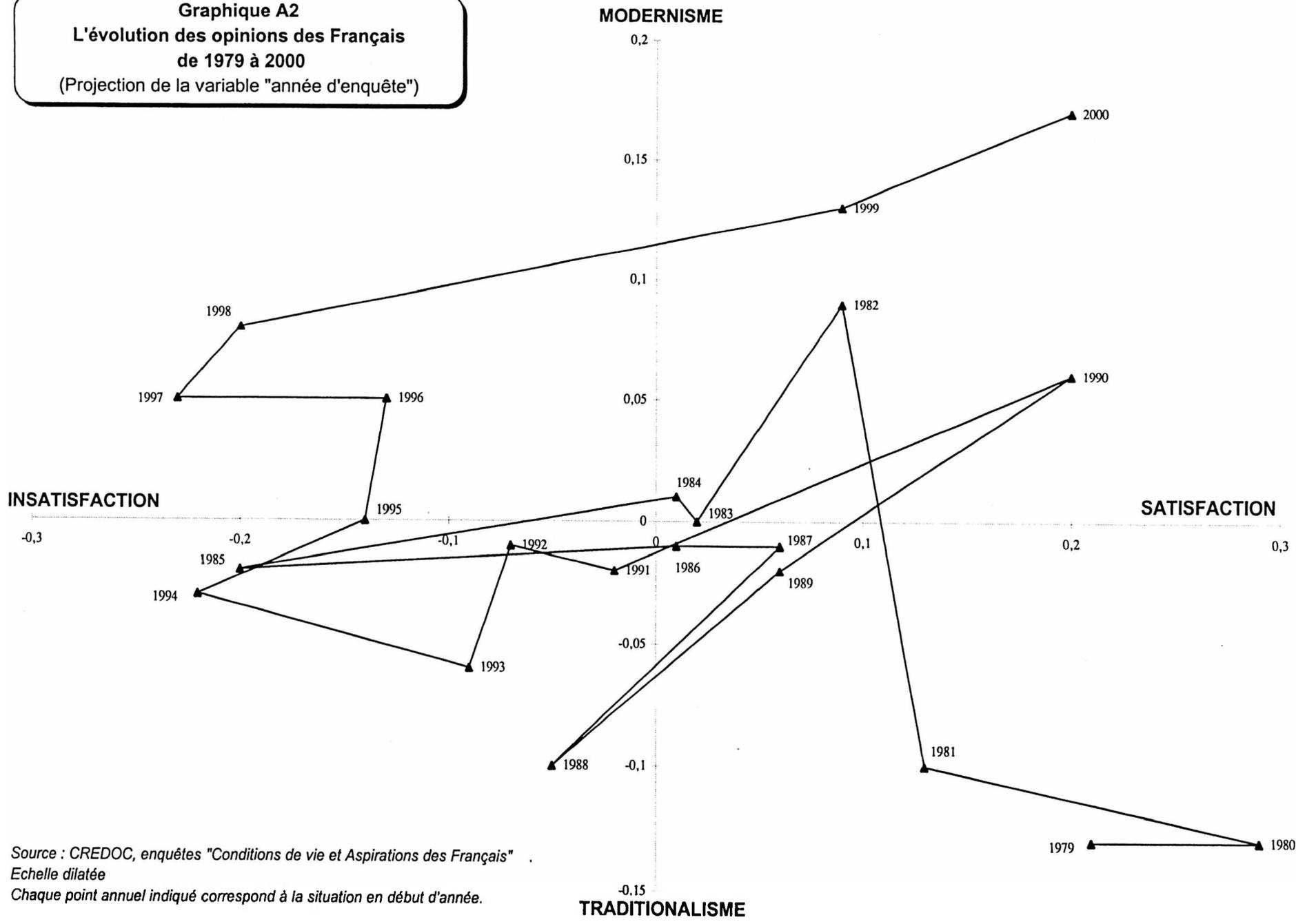
La satisfaction exprimée répond aux différents éléments positifs qui ont affecté le corps social : amélioration sans précédent des anticipations sur ses conditions de vie futures, jugements moins défavorables sur le niveau de vie de l'ensemble des Français, opinions positives sur le niveau de vie personnel, recul du désir de transformation radicale de la société, diminution des critiques sur le fonctionnement de la justice¹... La plupart de ces inflexions ont quasi-unaniment touché tous les groupes de la population.

La poussée vers le modernisme tient plus cette année aux attitudes confiantes envers l'innovation et le progrès technologique. Elle s'est traduite par une montée, à un niveau encore jamais atteint, des pronostics favorables envers l'avenir. Il s'agit donc autant de « modernité » que de « modernisme » en matière de mœurs. Cette modernité a le plus progressé chez les femmes au foyer, les 25-34 ans et les employés. Les titulaires de hauts revenus en ont également bénéficié. Par contre, ont le plus reculé sur cet axe : les travailleurs indépendants, les bas revenus et les retraités.

A vrai dire, très rares sont cette année les évolutions catégorielles qui n'ont pas suivi la direction générale, les inflexions globales mises en évidence pour l'ensemble de la population.

¹ Rappelons que « l'indicateur d'inquiétudes » n'entre pas dans les variables prises en compte pour contruire l'Espace des Opinions : les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français
de 1979 à 2000
 (Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" .
 Echelle dilatée
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

CREDOC : note confidentielle réservée aux souscripteurs au système d'enquêtes "Aspirations"

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population française depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques sur les vingt-deux dernières années.

Cinq critères seront présentés, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles intervenues entre début 1999 et janvier 2000 : ils concernent la Profession-Catégorie Sociale des enquêtés, leur âge, leur localisation géographique (Paris-province, ruraux-urbains), leurs niveaux de diplômes et de revenus.

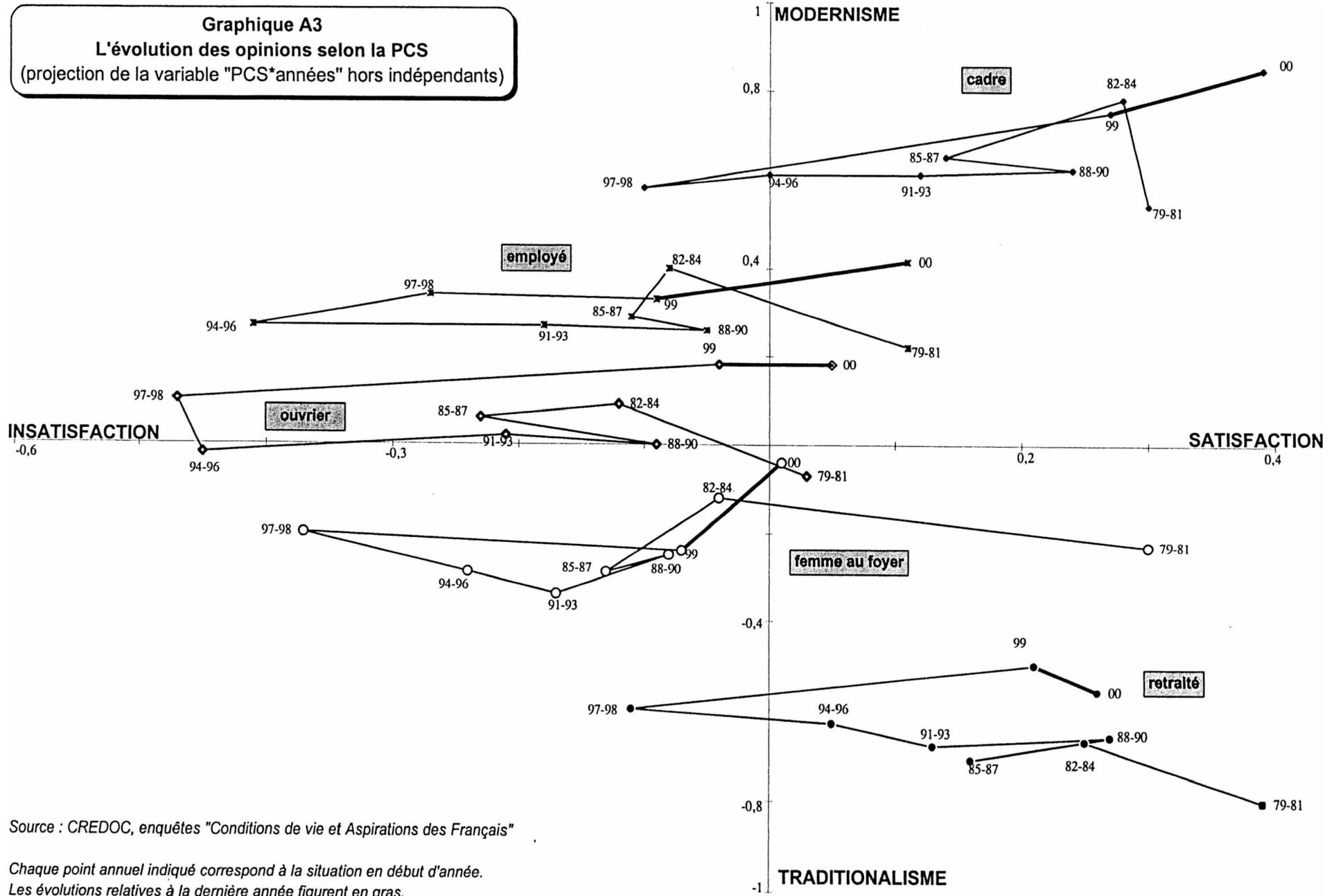
Pour ce faire, nous n'avons pas représenté les vingt-deux positions de chaque groupe social au fil des ans, mais nous avons effectué des regroupements d'années, sauf pour la dernière période, celle qui nous intéresse ici. Pour chaque groupe socio-démographique, nous disposons donc de **neuf points** permettant de suivre son évolution dans l'espace des opinions : 1979-1981, 1982-1984, 1985-1987, 1988-1990, 1991-1993, 1994-1996, 1997-1998, 1999, 2000. Ce choix vise à mettre notamment en évidence les fluctuations précises intervenues ces deux dernières années, en janvier 1999, puis en début 2000.

A - Toutes les catégories sociales connaissent un « mieux » conséquent : toutes figurent maintenant du côté de la satisfaction (Graphique A3 et A3 bis)

L'analyse par Profession-Catégorie Sociale (PCS) met en évidence que les différents groupes se positionnent de manière très distincte dans « l'Espace des Opinions ». Les cadres, puis les employés et les ouvriers sont les plus modernistes. Les travailleurs indépendants, les femmes au foyer, puis de façon plus accentuée, les retraités, sont plus traditionalistes.

Il reste que les changements intervenus, entre janvier 1999 et le début 2000, dans chaque classe sociale, vont tous dans le même sens, sauf dans deux cas : les retraités et les travailleurs indépendants ont reculé sur l'échelle du modernisme.

Graphique A3
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

Quatre remarques principales peuvent être formulées :

- * **Trois groupes, les employés, les ouvriers et les femmes au foyer, ont maintenant rejoint la zone de contentement.**

C'est chez les **employés** (avec les travailleurs indépendants) que le mouvement vers la satisfaction a été le plus net. Il est vrai qu'ils n'avaient pas connu l'an dernier une évolution aussi rapide que celle ayant touché les cadres ou les ouvriers. Le rattrapage est significatif : ils repassent, en terme de contentement, devant les ouvriers et les femmes au foyer. Deux indications sur leur nouvel état d'esprit : 42 % (+ 10 points en un an) estiment que leur niveau de vie personnel va mieux (contre 35 % en moyenne dans l'ensemble de la population) ; 50 % considèrent que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq ans (contre 40 % en moyenne). Nous avons déjà évoqué, également, leur attirance nouvelle envers les technologies innovantes.

La progression de l'optimisme des **femmes au foyer** et des **ouvriers** a été quasiment identique cette année. On est loin de la période 97-98 où ces deux groupes culminaient au plus haut de l'insatisfaction. Remarquons une forte progression du modernisme des femmes au foyer. Elles restent, c'est vrai, parmi les plus inquiets des Français ; mais ce sont elles, cette année, qui ont le plus évolué vers la « modernité », même s'il leur reste encore du chemin à parcourir : une majorité d'entre elles, pour la première fois au début 2000, se déclare favorable au travail féminin ; 40 % (+ 10 points en un an) admettent que le mariage puisse être dissous par simple accord des deux parties.

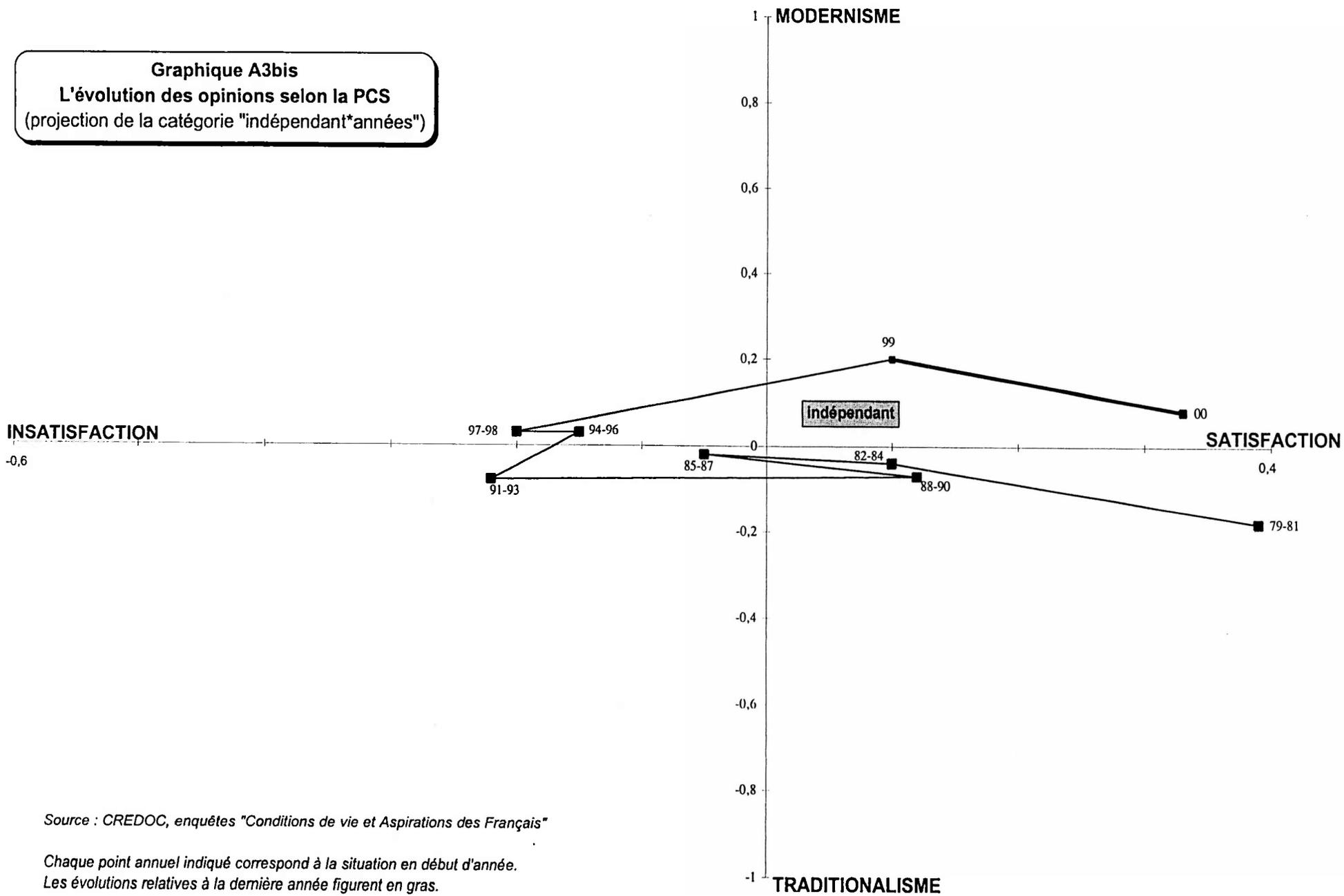
- * **Ce sont les cadres qui atteignent de loin le plus haut niveau de satisfaction.** Déjà, l'an dernier, l'amélioration du moral qui avait touché cette catégorie avait été parmi les plus marquantes, à la hauteur du malaise qui les avait affectés en 97-98. Le niveau de contentement des cadres dépasse même, aujourd'hui, celui qui était le leur au tout début de la période, en 1979-1981. Faut-il rappeler que 31 % d'entre eux ne préconisent aujourd'hui aucune transformation de la société (contre 22 % en moyenne), que seulement 30 % considèrent que le nombre de chômeurs va continuer d'augmenter (contre 40 % en moyenne) et que 50 % jugent que leur niveau de vie personnel s'améliore (contre 35 % en moyenne).
- * **Les retraités ont peu évolué cette année** : léger mieux dans la satisfaction, recul du modernisme. Le contentement qu'ils avaient retrouvé l'an dernier a succédé à un certain doute : seuls 11 % d'entre eux pensent que leurs conditions de vie à venir

vont s'améliorer (contre 40 % dans l'ensemble de la population). Ils sont, de fait, plus frileux cette année, notamment vis-à-vis du travail féminin ; ils affirment également encore plus leur attachement à la famille.

- * **Les travailleurs indépendants ont, quant à eux, connu des évolutions contrastées²** (Graphique A3 bis) : amélioration record de leur satisfaction, baisse sensible de leur modernisme. En vérité, depuis 97-98, l'amélioration de leur moral a été spectaculaire. Cette année, le « mieux » se confirme : ils déclarent s'imposer nettement moins de restrictions (recul de 7 points, contre - 2 en moyenne) et leur radicalisme régresse de façon conséquente (- 11 points, contre - 2 en moyenne). Parallèlement, accompagnant la montée sensible de leurs inquiétudes, on observe un regain de leur attachement à la famille (+ 11 points) comme à l'institution du mariage.

² Dans ce groupe, figurent les exploitants agricoles, les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprises (les professions libérales, classées avec les cadres, n'y figurent pas). La projection des indépendants dans l'Espace des Opinions figure au graphique A3 bis. Ce choix a été fait uniquement pour améliorer la lisibilité et éviter les chevauchements avec d'autres trajectoires.

Graphique A3bis
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la catégorie "indépendant*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

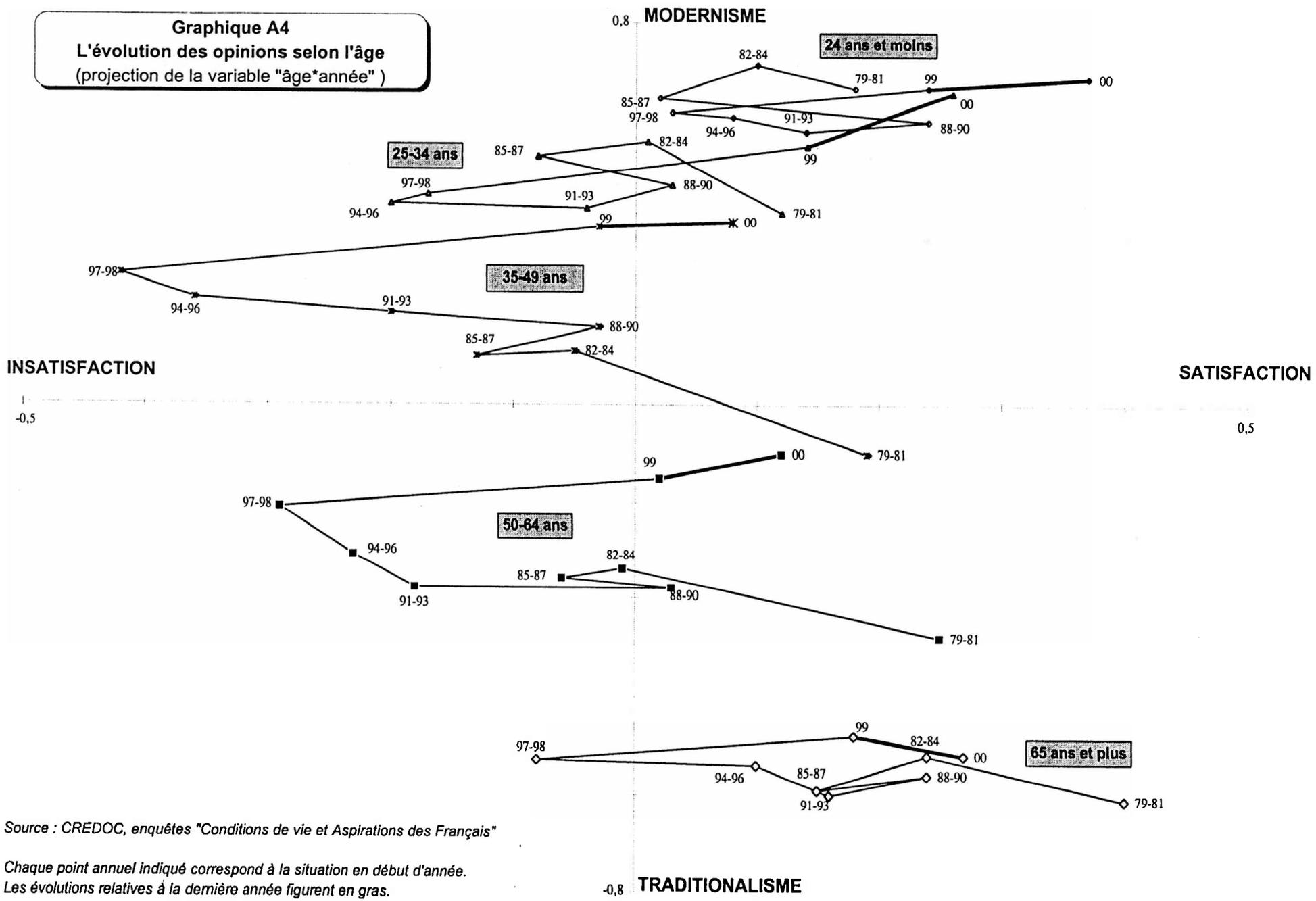
B - Un mieux dans toutes les classes d'âge, mais la montée du modernisme ne touche pas les plus de 65 ans (Graphique A4)

D'une manière générale, on observe que les jeunes sont les plus modernistes (ils se projettent au Nord de l'Espace) et les personnes au-delà de 50 ans, plutôt traditionalistes en matière de mœurs (au Sud). Autre remarque générale : quel que soit le groupe analysé, les évolutions intervenues de 1979 à 2000 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (satisfaction/insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme) : les effets horizontaux sont plus conjoncturels, dirons-nous, que les effets verticaux, liés bien entendu à des mouvements plus lourds, générationnels.

Ces évolutions se retrouvent aussi dans les inflexions des deux dernières années (1999 et 2000). Celles-ci se traduisent surtout par **trois phénomènes principaux** :

- * **Une amélioration du mieux-être dans tous les groupes d'âge** : plus aucun ne figure maintenant du côté de l'insatisfaction. Les 35-49 ans, qui se situaient au cœur du « malaise collectif » de la société française en 97-98, ont repassé la frontière qui sépare « le mal-être » d'une certaine « tranquillité optimiste » : leurs anticipations vis-à-vis du chômage se sont beaucoup améliorées (- 15 points dans les pronostics négatifs cette année, contre - 10 en moyenne), ce qui les a rendus, entre autres, plus sereins en matière de niveau de vie général de l'ensemble de la population.
- * **L'accroissement du modernisme et de la confiance dans l'avenir ont davantage affecté les moins de 35 ans**. Le mouvement est encore plus net chez les 25-34 ans que chez les moins de 25 ans : chez les premiers, l'ouverture en matière de mœurs se poursuit sur les trois sujets abordés (famille, mariage, travail féminin) et se conjugue avec une attirance envers les produits innovants très marquée ; chez les seconds, les plus jeunes, la progression du modernisme en matière de mœurs a été stoppée cette année ; rappelons que chez eux, la montée des inquiétudes a été particulièrement sensible. Mais leur confiance dans l'avenir et dans le progrès technologique leur a permis de progresser quand même sur l'échelle de la modernité. Finalement, les positions respectives de ces deux groupes d'âge se rapprochent de plus en plus, et se confondent presque dans l'Espace des Opinions : satisfaits et modernistes, les moins de 35 ans paraissent voir l'avenir en rose.

Graphique A4
L'évolution des opinions selon l'âge
 (projection de la variable "âge*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

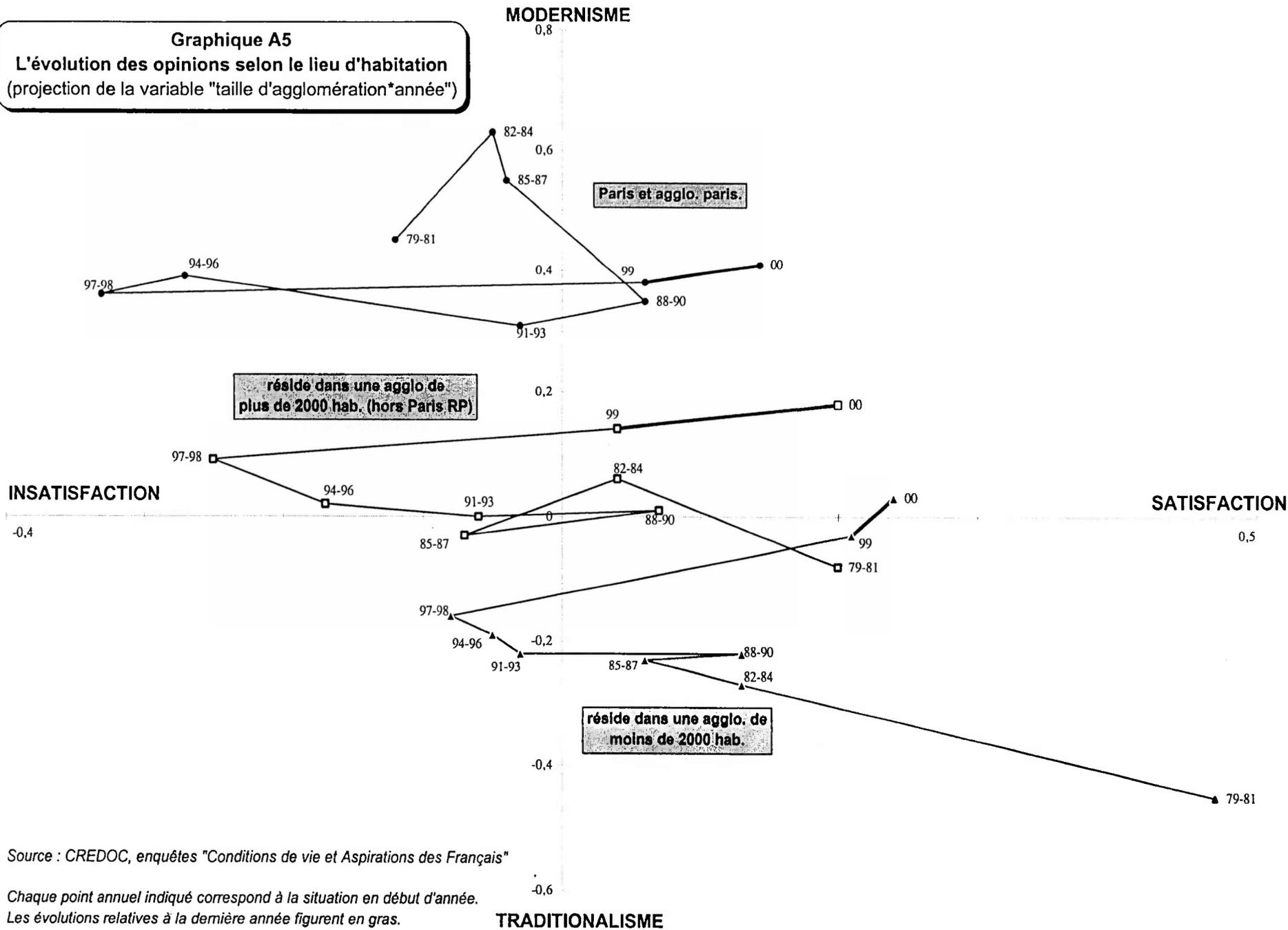
- * Enfin, classés déjà parmi les plus traditionalistes, **les plus de 65 ans ont reperdu cette année en modernité ce qu'ils avaient lentement gagné au début 1999** : leur recul est net en matière de travail féminin. Mais surtout, même s'ils figurent du côté de la satisfaction, ils n'ont pas le même sentiment d'amélioration de la conjoncture que les autres groupes d'âge. Comme si, relativement satisfaits de leur cadre de vie actuel et de leur état de santé, s'imposant peu de restrictions, ils craignaient l'avenir économique qui leur est réservé : seulement 11 % pensent que leur niveau de vie s'améliore ; seulement 7 % croient que leurs conditions de vie prochaines vont s'améliorer.

C - L'amélioration de la satisfaction est plus forte dans les villes de province. Elle est faible chez les Franciliens de plus de 40 ans (Graphiques A5 et A6)

L'observation des évolutions en fonction du lieu d'habitation (Graphique A5) met en évidence de sensibles différences dans l'intensité du mouvement d'essor de la satisfaction :

- * C'est chez **les habitants des villes de province** (plus de 2 000 habitants) que le contentement s'est, de loin, le plus accru cette année. Cela concerne d'ailleurs encore plus **les résidents de communes de 2 000 à 20 000 habitants**. Augmentation sensible des jugements positifs sur le niveau de vie personnel, sentiment de nette amélioration du fonctionnement de la justice, espérances accrues sur les conditions de vie à venir, ce groupe a dépassé, dans le contentement, les Franciliens et a quasiment rejoint les ruraux pourtant traditionnellement plus satisfaits. Les habitants des villes de province ont même retrouvé le niveau de satisfaction qu'ils avaient en 1979-1981.
- * **Les ruraux**, quant à eux, n'ont bénéficié que d'un faible accroissement de leur mieux-être. Un peu comme les plus de 65 ans (dont une partie les compose), ils semblent avoir été moins touchés qu'en moyenne par la conviction que le climat économique continue à s'améliorer. Par exemple, leurs pronostics vis-à-vis de l'évolution du chômage ne sont meilleurs que de 2 points (contre 10 points en moyenne). Et ils ont évolué à contre-courant de la population en ce qui concerne leurs jugements sur le fonctionnement de la justice : 67 % considèrent qu'elle fonctionne mal (+ 5 points en un an, alors que cette opinion a diminué de 4 points en moyenne dans l'ensemble de la population). Il reste qu'ils ont amélioré leur

Graphique A5
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
 (projection de la variable "taille d'agglomération*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

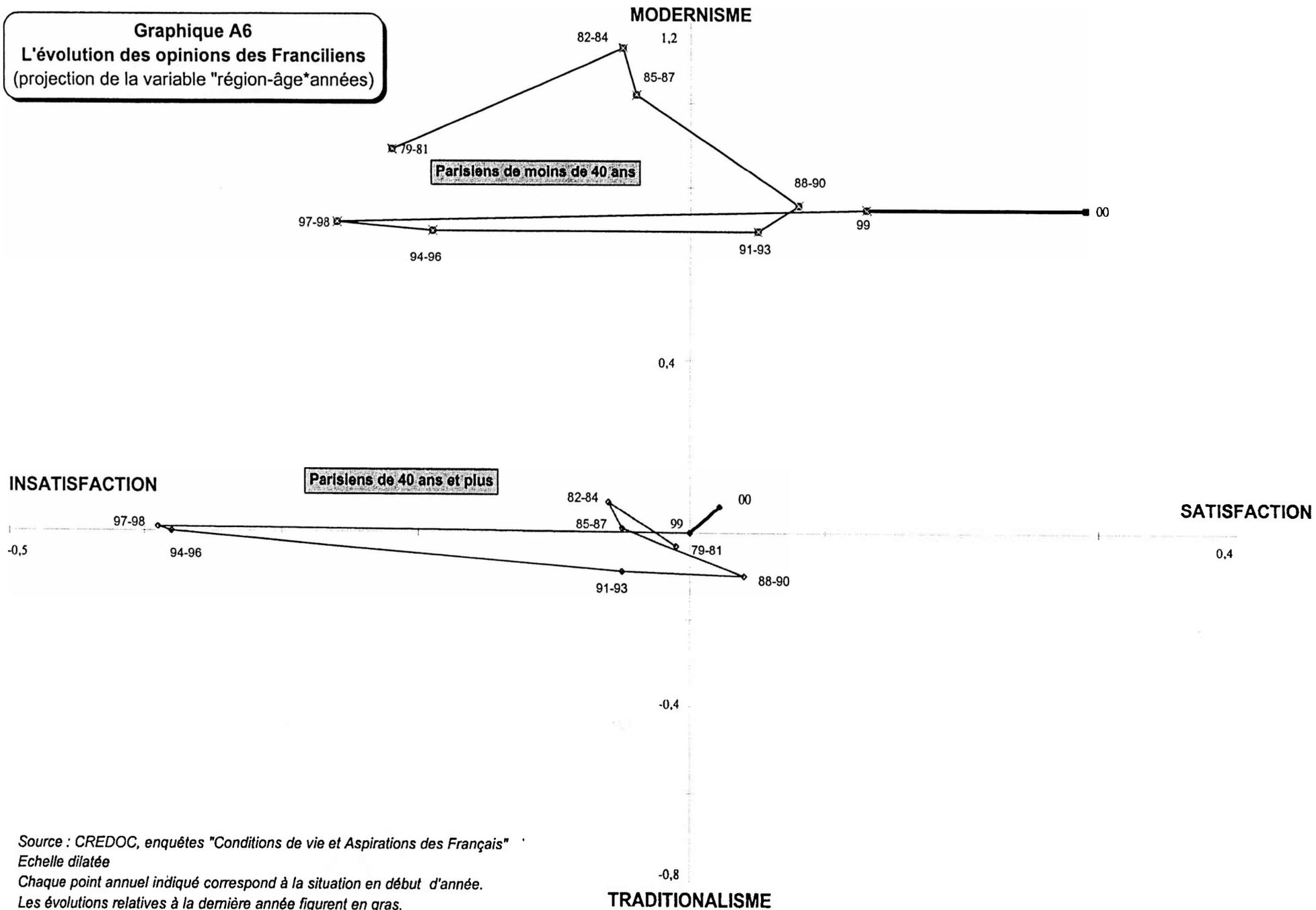
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

confiance dans les conditions de vie à venir. D'ailleurs, catégorie figurant parmi les plus traditionalistes il y a encore à peine 10 ans, les habitants des communes rurales ont cette année, pour la première fois, franchit l'axe qui sépare la modernité, des habitudes de vie conservatrices.

* Chez **les Franciliens**, la montée du mieux-être se situe à un niveau intermédiaire. Mais on peut remarquer que dans cette catégorie, qui a finalement rarement figuré du côté du contentement, la satisfaction n'a jamais, depuis 22 ans, été aussi nette. Cependant, cela ne concerne que **les plus jeunes d'entre eux**. L'analyse plus détaillée des évolutions ayant touché les Parisiens met en effet en évidence que les inflexions des opinions n'ont pas du tout été les mêmes, cette année, en fonction de l'âge (Graphique A6) :

- **Les Franciliens les plus jeunes** (moins de 40 ans) ont continué à avoir un meilleur moral. En deux ans, ils ont quasiment traversé de part en part l'Espace des Opinions. En fait, ils pensent que le chômage ne va plus augmenter (- 26 points cette année, contre - 10 en moyenne) et que les indicateurs économiques sont au beau fixe. Cependant, on l'a dit, leurs inquiétudes se sont accrues.
- **Les Franciliens de plus de 40 ans** font, par contre, partie cette année des quelques rares groupes qui n'ont bénéficié que d'une faible amélioration de leur satisfaction (avec les ruraux ou les retraités). En fait, contrairement au mouvement général, leur radicalisme s'est accru : un tiers souhaite des transformations radicales de la société, contre 28 % dans l'ensemble de la population. De même, chez eux, le nombre de « conservateurs » a reculé et les critiques de la justice sont restées parmi les plus sévères (67 % jugent que l'institution fonctionne mal, contre 62 % en moyenne). Les membres de ce groupe font aujourd'hui partie, avec les ouvriers, **des plus revendicatifs des Français**.

Graphique A6
L'évolution des opinions des Franciliens
 (projection de la variable "région-âge*années")



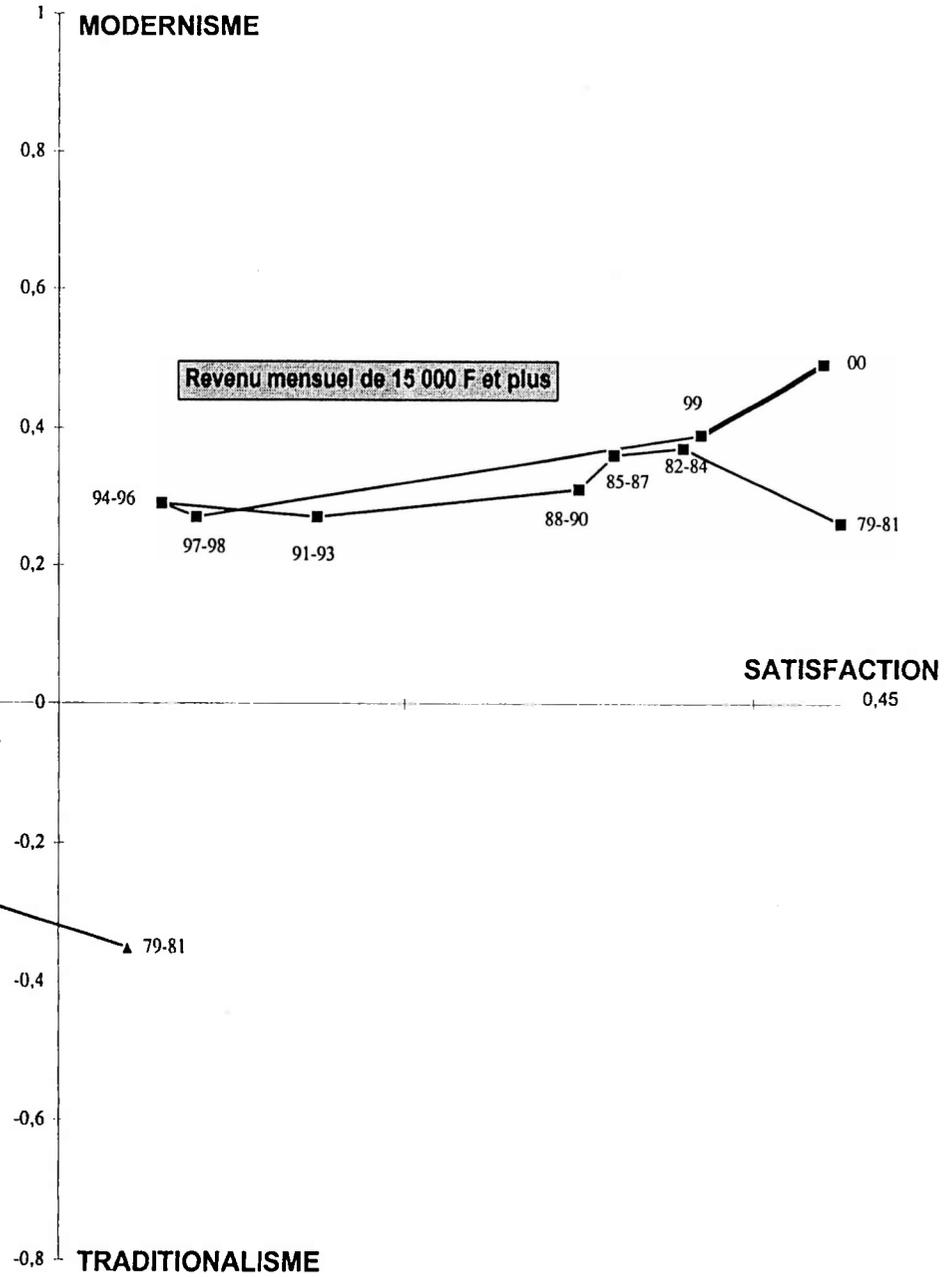
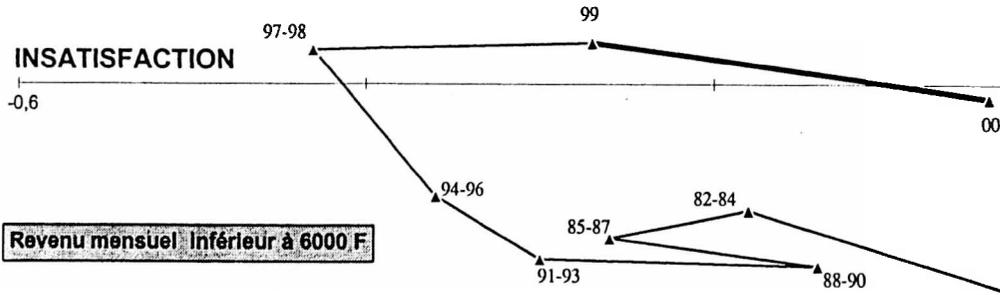
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Echelle dilatée
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

D - Ce sont les bas revenus qui ont bénéficié, cette année, de l'amélioration la plus conséquente, même s'ils figurent encore dans la zone du mécontentement (Graphiques A7 et A8)

Enfin, la comparaison des catégories situées au plus haut et au plus bas de l'échelle sociale met en évidence, encore une fois, que **l'amélioration du moral a affecté tous les groupes, aisés ou défavorisés** (Graphique A7), **diplômés ou non** (Graphique A8) :

- * C'est dans **les catégories les moins aisées** (moins de 6 000 Francs par mois) que le « contentement » a le plus progressé cette année. Signe que l'amélioration du moral s'est propagée dans tous les groupes sociaux sans exception. Certes, ce groupe est le seul qui figure encore dans la zone de l'insatisfaction, mais le mieux qui les a affectés cette année les ramène très près de la « frontière ». Citons deux éléments significatifs, vu leur niveau de revenus : ils s'imposent moins de restrictions (- 7 points, contre - 2 en moyenne) ; ils sont relativement plus nombreux à ne demander aucune réforme de la société (+ 9 points, contre + 2 en moyenne).
- * **Les titulaires de hauts revenus** (15 000 Francs et plus dans le foyer) culminent au plus haut de la satisfaction, juste derrière les diplômés du supérieur (cf. Graphique A8). Ils ont, eux aussi, retrouvé leur position d'il y a vingt-deux ans, avec un peu plus de modernité.
- * **Les non-diplômés**, toujours très traditionalistes (mais moins que les personnes de plus de 65 ans), sont repassés du côté de la satisfaction. Ils n'avaient connu une telle situation exceptionnelle qu'en 1979-1981.
- * Enfin, **les diplômés du supérieur** ont la deuxième place au palmarès du modernisme (derrière les cadres) et la première à celui de la satisfaction. Ils avaient déjà été plus modernistes (de 1979 à 1984), mais ils n'ont jamais exprimé un tel bien-être sociétal. Deux chiffres : 49 % estiment que leur niveau de vie personnel s'améliore (contre 35 % en moyenne) et 34 % ne souhaitent pas de transformation profonde de la société française (contre 22 % en moyenne). De plus, il s'agit du groupe où les inquiétudes restent, en toute relativité, encore faibles (21 % d'inquiets, contre 32 % en moyenne).

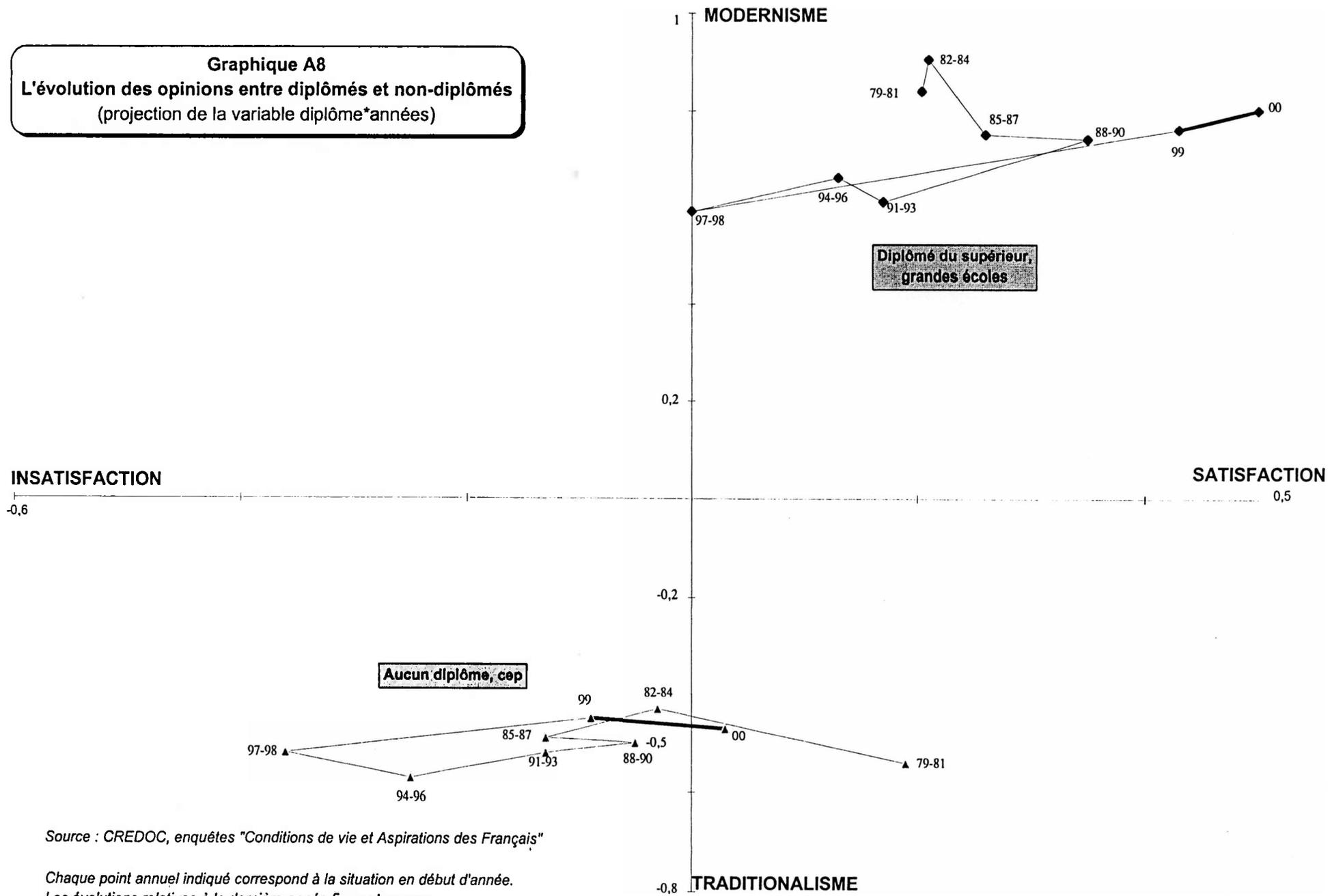
Graphique A7
L'évolution des opinions entre bas et hauts revenus
 (projection de la variable revenu*années)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

Graphique A8
L'évolution des opinions entre diplômés et non-diplômés
 (projection de la variable diplôme*années)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, **trois conclusions** principales s'en dégagent :

- Les groupes ayant connu, entre janvier 1999 et début 2000, la **plus forte progression de la satisfaction** sont les suivants, dans l'ordre¹ :
 1. Les titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F/mois).
 2. Les travailleurs indépendants.
 3. Les habitants de villes de 2 000 à 20 000 habitants.
 4. Les employés

L'amélioration du moral s'est donc davantage diffusée dans les classes moyennes et les groupes à bas revenus. Mais rappelons qu'elle a touché **tous** les groupes sans exception. Elle a seulement été ralentie chez les Franciliens de plus de 40 ans, les ruraux et les personnes âgées.

- **Un seul groupe figure encore aujourd'hui du côté du mécontentement** : les bas revenus (moins de 6000 Francs mensuels).
- Enfin, la **progression du modernisme** a été, cette année, la plus marquante, dans l'ordre², pour :
 1. Les femmes au foyer.
 2. Les 25-34 ans.
 3. Les titulaires de revenus élevés (15 000 Francs et plus).
 4. Les employés.

Cette poussée de « modernité » a aussi affecté presque toutes les autres catégories, sauf quatre qui ont évolué vers plus de traditionalisme : les travailleurs indépendants, les bas revenus, les retraités et les non-diplômés.

¹ Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe de satisfaction/insatisfaction de l'Espace des Opinions.

² Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe du modernisme/traditionalisme de l'Espace des Opinions.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement.
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *
*

Crédit - Ne
réservé au
système d'



00